

Eine Welt Un solo mondo Un seul monde



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Direction du développement
et de la coopération DDC

N° 3 / SEPTEMBRE 2017
LE MAGAZINE DE LA DDC
SUR LE DÉVELOPPEMENT
ET LA COOPÉRATION
www.ddc.admin.ch

La guerre de l'eau

L'or bleu, une source de
conflits à travers le monde

Un pays figé

En Bosnie et Herzégovine,
les jeunes souffrent d'un manque
de perspectives

Révolution 4.0

Une chance pour les pays
défavorisés ?

Sommaire

DOSSIER



EAU ET CONFLITS

- 6 L'or bleu, plus précieux que jamais**
La pénurie d'eau constitue l'un des plus grands défis à venir et suscite des tensions. La Suisse joue un rôle important dans la prévention des conflits.
- 11 « Sans dialogue, tous les acteurs ressortent perdants »**
Entretien avec Sundeep Waslekar, expert en gestion de l'eau et président de l'organe de réflexion indien Strategic Foresight Group
- 13 Reprendre confiance après l'effondrement**
En Asie centrale, les États recherchent de nouvelles solutions pour redresser le secteur de l'eau
- 15 La crise de l'eau au Moyen-Orient**
L'initiative « Blue Peace Middle East », lancée par la Suisse, entend prévenir les conflits potentiels dus à la raréfaction de l'eau

HORIZONS



18 Les divisions plombent l'avenir de la Bosnie et Herzégovine

Le pays souffre d'un taux de chômage astronomique, de tensions ethniques et d'un manque de réformes

21 Sur le terrain avec...

Barbara Dätwyler Scheuer, cheffe de mission suppléante et responsable de la coopération suisse en Bosnie et Herzégovine

22 Carte postale alternative de Sarajevo

Sandra Zlotrg évoque sa ville natale et explique pourquoi elle vit en dehors des quartiers touristiques

DDC



23 La papaye sauvée par une petite guêpe

La DDC aide les producteurs en Afrique de l'Ouest à lutter contre la cochenille du papayer

24 L'efficacité hydrique pour combattre la pauvreté

Grâce à une meilleure utilisation de l'eau dans les cultures du coton et du riz, les familles de petits paysans en Asie centrale et du Sud perçoivent un revenu stable

FORUM



27 L'industrie 4.0, une chance pour les pays défavorisés ?

Les plates-formes numériques, les capteurs et les robots de la 4^e révolution industrielle façonnent un monde nouveau, dont les contours restent abstraits

30 Que faire pour les jeunes au Maroc ?

Carte blanche : Driss Ksikes appelle à transmettre le savoir et à partager les expériences dans son pays natal

CULTURE



31 Danser pour exorciser l'horreur des mariages forcés

Au Cambodge, un projet culturel aide les victimes du régime des Khmers rouges à surmonter leurs traumatismes

- 3** Éditorial
4 Périscope
26 DDC interne
34 Service
35 Coup de cœur avec Reto Albertalli
35 Impressum

Un seul monde est édité par la Direction du développement et de la coopération (DDC), agence de coopération internationale du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE). Cette revue n'est cependant pas une publication officielle au sens strict. D'autres opinions y sont également exprimées. C'est pourquoi les articles ne reflètent pas obligatoirement le point de vue de la DDC et des autorités fédérales.

Éditorial



DDC

Le dernier litre d'eau propre

Il y a bientôt 40 ans, l'un des professeurs dont je suivais alors les cours déclarait craindre que la prochaine guerre mondiale ne vise pas à conquérir des territoires ou des richesses, mais le dernier litre d'eau propre. Jugeant ces propos par trop alarmistes, mes camarades et moi étions parvenus à la conclusion qu'il devait être dans un de ses mauvais jours. Nous allions vers une bonne décennie de Guerre froide, avec le risque que l'arme nucléaire soit déclenchée délibérément ou accidentellement et anéantisse l'humanité entière. La pénurie d'eau ne figurait pas parmi les préoccupations premières des étudiants suisses. J'ai donc oublié pendant plusieurs décennies l'inquiétude de notre professeur.

Je sais à présent de quoi il parlait et ne puis qu'espérer qu'il avait tort malgré tout.

S'il est en général difficile de prévoir l'avenir, l'exercice s'avère plus ardu encore aujourd'hui. L'humanité ne s'est jamais aussi bien portée qu'en mai 2017 (lorsque ces lignes furent écrites) et la tendance se poursuit. Jamais les êtres humains n'ont été si nombreux – en chiffres absolus et relatifs – à vivre plus longtemps, en meilleure santé et dans des conditions confortables, même si les habitants de Mossoul ou du Yémen ne peuvent évidemment pas partager cet avis. Pourtant, un faisceau d'indices laisse à penser que des vents contraires pourraient, à terme, anéantir les progrès réalisés jusqu'ici. En maints endroits, la rareté de l'eau représente une menace.

D'ici à 2025, 1,8 milliard de personnes risquent de souffrir d'une grave pénurie d'eau. Ce manque pourrait provoquer des catastrophes humanitaires semblables à celles qui frappent aujourd'hui plusieurs régions d'Afrique. Acheminer l'eau en camions-citernes est certes vital à court terme, mais ne constitue pas une solution durable. Sans eau en suffisance, il est impossible de produire des biens et des denrées alimentaires. L'économie locale s'arrête. Il n'est pas nécessaire d'adhérer au pessimisme de mon professeur pour mesurer le potentiel conflictuel d'un déficit en eau. À travers le monde, 286 lacs et rivières sont partagés par plus de deux pays. Plusieurs fleuves –

Congo, Niger, Rhin, Danube, Nil et Zambèze – comptent même neuf à onze États riverains.

Le risque de conflit lié à l'eau est particulièrement élevé au Moyen-Orient. De nombreux fleuves ont vu leur débit décliner de 50 à 90% en moins de 50 ans, alors que la population s'est accrue.

Pour relever ce défi régional, la DDC et la Division Sécurité humaine du DFAE ont lancé, en 2009, l'initiative « Blue Peace ». Celle-ci associe politique internationale et coopération technique, montrant qu'un accord à l'amiable sur la gestion des ressources en eau peut favoriser la paix. Au Moyen-Orient et en Asie centrale, elle a déjà largement contribué à développer des solutions avec les décideurs.

En novembre 2015, le conseiller fédéral Didier Burkhalter a inauguré le Panel mondial de haut niveau sur l'eau et la paix, afin d'attirer l'attention sur la corrélation entre ces deux éléments. Cette plateforme a remporté un premier succès : en novembre dernier, le Conseil de sécurité de l'ONU a convoqué une session extraordinaire consacrée à l'eau, à la paix et à la sécurité.

De par sa topographie, la Suisse bénéficie d'avantages indéniables en matière d'eau. Elle n'en demeure pas moins confrontée aux mêmes défis que d'autres pays : droit de voisinage, exploitation économique, préservation notamment. Les solutions qu'elle a su apporter à ces problèmes font d'elle une partenaire compétente et fiable, en particulier pour les pays dont l'existence pourrait être menacée, un jour ou l'autre, par une pénurie d'eau. La DDC est heureuse de pouvoir, via ses programmes, leur fournir une aide efficace.

*Manuel Sager
Directeur de la DDC*

(De l'allemand)

Périscope



ChinaFotoPress/laif

Une petite plante prometteuse

(bf) Dans des pays d'Asie tels que la Thaïlande, le Cambodge ou le Laos, la lentille d'eau a toujours fait partie de l'alimentation, que ce soit dans les soupes, en tant qu'accompagnement ou sous forme de crêpes. Lors de travaux menés avec des collègues indiens, une équipe de chercheurs de l'Université de Léna, en Allemagne, a découvert que la lentille d'eau sans racines *wolffia globosa* offrait un potentiel inestimable pour l'alimentation humaine. Sa teneur élevée en protéines la rapproche du colza ou des pois. Ce végétal constitue une précieuse source d'oméga-3. Autre atout : il prolifère très rapidement, sans occuper de terres arables, puisque c'est une plante aquatique. Il absorbe, de plus, facilement les oligoéléments dissous dans l'eau et permettrait donc de compenser certaines carences alimentaires. Selon les chercheurs, d'autres secteurs pourraient tirer profit de cette lentille : la pisciculture, l'assainissement des cours d'eau et la production de bioéthanol.

Assurer le bétail par satellite

(cz) Le gouvernement kényan vient d'introduire une assurance innovante pour soutenir les bergers menacés par la sécheresse. Le programme Klip (Kenya

Livestock Insurance Programme) répertorie et surveille les troupeaux grâce à des images satellitaires. Si les bêtes sont trop nombreuses à périr lors d'une période de sécheresse, des aides



Evelyn Hockstein/Polaris/laif

sont versées aux bergers. Ceux-ci peuvent alors acheter du fourrage pour le reste du cheptel et ainsi le préserver. « Face à la sécheresse, nous devons anticiper et être plus efficaces », explique l'économiste kényan Andrew Mude, qui a développé ce programme. « Il est vain de se contenter de réagir et d'attendre l'aide internationale. » Lancée en 2016, l'assurance est financée par le gouvernement kényan et la Banque mondiale. Jusqu'en octobre 2017, quelque 25 000 familles d'agriculteurs devraient en bénéficier. L'objectif est d'étendre le programme à plus de 100 000 foyers d'ici à 2020.

Le Rwanda innove avec une centrale à tourbe

(cz) Le manque de sources d'énergie, disponibles en tout temps, constitue l'un des principaux problèmes de nombreux pays africains. Pour y remédier, le Rwanda innove. Il a inauguré la première centrale à tourbe du continent en avril dernier. Basée à Gishoma, au sud-ouest du pays, celle-ci a coûté presque 40 millions de dollars, selon les médias. La puissance escomptée de 15 mégawatts (MW) devrait être couplée par la suite à celle d'une seconde centrale, de 90 MW. À titre de comparaison, la centrale de Mühleberg, près de Berne, est dotée d'une capacité d'environ 370 MW. D'ici à 2018, Kigali compte raccorder 70% de la population (douze millions d'habitants) au réseau électrique national. Cette nouvelle technologie devra y contribuer : les centrales à tourbe sont appelées à couvrir environ 20% des besoins en énergie. En Europe, de nombreux pays les ont abandonnées. La tourbe ne se renouvelant que très lentement, l'Union européenne ne la compte pas parmi les sources d'énergies renouvelables.

Des drones pour améliorer la culture du maïs

(jlh) Selon des études menées par le Centre international d'amélioration du maïs et du blé, les drones peuvent soutenir la culture du maïs. Ces petits avions télécommandés équipés de senseurs pourraient réduire de quelque 10% la charge de travail et les coûts liés à ce secteur dans le sud de l'Afrique. Collectées dans les airs puis traitées, les données relatives à la croissance et à la structure des plantes (entre autres caractéristiques) permettent notamment de cultiver des espèces mieux adaptées au climat et à l'environnement. Dans le domaine de l'agriculture, les drones ne sont d'ailleurs plus seulement utilisés dans le sud et l'est de l'Afrique, mais aussi en Amérique latine et en Asie. Les experts soulignent, néanmoins, que les technologies modernes ne suffisent pas. Pour que celles-ci portent

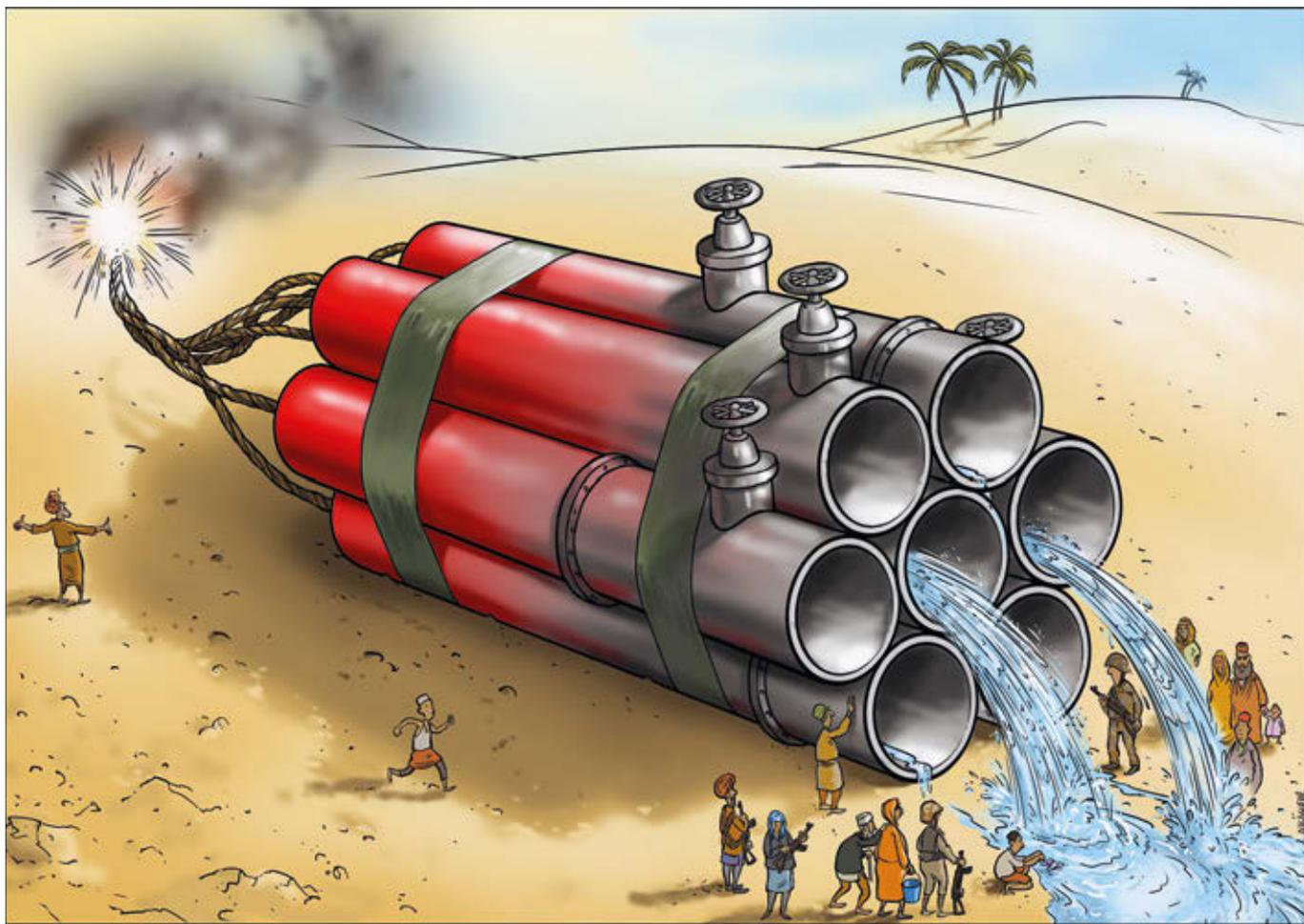


Obie Obemolero/laif

leurs fruits, une formation des agriculteurs sur la culture des semences et les techniques agricoles est indispensable.

Alphabétisation réussie

(jlh) Au nord-est du Brésil, dans l'État de Maranhão, environ un cinquième des habitants, soit plus de treize millions, ne sait ni lire ni écrire. Dans les zones rurales, cette proportion peut même atteindre 40% de la population. Une organisation locale de paysans sans-terre s'est



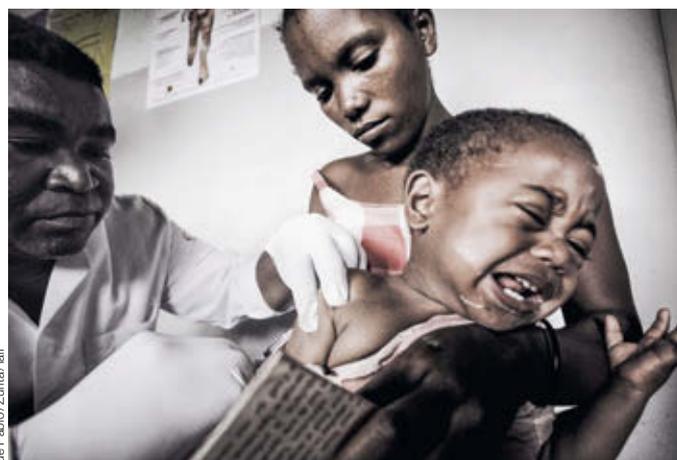
attaquée au problème avec succès : grâce à la méthode cubaine *Yo si puedo* (« Oui, je le peux »), elle a proposé des cours sur place et alphabétisé ainsi plus de 7000 jeunes et adultes l'an passé, avec des résultats nettement plus rapides que les méthodes classiques. Ce succès s'expliquerait notamment par le lien à la réalité locale : les contenus sont adaptés à la situation sur place et l'enseignement est accompagné par une personne de la commune, formée à cet effet. Outre l'alphabétisation proprement dite, le programme prévoit la transmission de savoirs ayant trait, par exemple, à la santé ou aux violences subies par les femmes. Cette année, l'organisation espère déjà doubler le nombre de ses bénéficiaires.

Premières vaccinations à large échelle contre la malaria

(lb) Un enfant meurt toutes les deux minutes du paludisme. Chaque année, on recense plus de 400 000 décès causés par cette maladie dans le monde, en particulier en Afrique subsaharienne. Les plus touchés sont les enfants de moins de cinq ans. Dès 2018, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) entend tester à large échelle le premier vaccin contre cette infection – le RTS,S – au Ghana, au Kenya et au Malawi. « En association avec les principaux instruments de lutte anti-malaria, la vaccination a le potentiel de sauver chaque année des dizaines de milliers de vie en Afrique », affirme Matshidiso Moeti, de l'OMS. Pour être efficace, le

vaccin doit être administré à quatre reprises : soit à l'âge de cinq mois, de six mois, de sept mois et de deux ans. Le projet pilote concernera 750 000 enfants : la moitié recevra le RTS,S, l'autre constituera le groupe témoin. La thérapie est en mesure de prévenir environ

quatre cas sur dix et de diminuer d'un tiers les infections les plus graves, réduisant ainsi les admissions à l'hôpital.



de Pablo Zuffari / laif

L'or bleu, plus précieux que jamais

Le partage de l'eau dans le monde représente un enjeu majeur du 21^e siècle. Pour prévenir les conflits, le dialogue et la coopération constituent des outils privilégiés. De manière générale, les pays qui collaborent dans le domaine hydrique ne fomentent pas de guerre entre eux. De Christian Zeier.



Édifié sur le Nil Bleu, le barrage de la Renaissance au nord-ouest de l'Éthiopie a longtemps été au cœur d'enjeux politiques majeurs.

La situation était explosive en ce mois de juin 2013. L'Éthiopie venait d'entamer le détournement du Nil Bleu pour construire le gigantesque barrage de la Renaissance, à proximité de la frontière soudanaise. L'Égypte, étroitement dépendante des eaux du Nil, s'estimait bafouée. À tel point que, lors d'une réunion de crise convoquée au Caire, un responsable politique proposa d'envoyer des unités spéciales pour détruire le barrage. Un deuxième suggéra l'envoi d'avions de chasse et un troisième l'octroi d'un soutien aux forces rebelles soudanaises. Ils ignoraient que leurs propos étaient retransmis en direct à la télévision. Le président de l'époque, Mohamed Morsi, a été contraint de présenter des excuses publiques. La situation ne se détendit pas pour autant, au contraire. Le chef de l'État alla jusqu'à déclarer que l'Égypte engagerait « tous les moyens nécessaires » pour défendre sa sécurité en matière d'approvisionnement en eau.

Le pays ne voulait certes pas la guerre, mais n'excluait aucune option. Si cet incident illustre toute l'importance que revêt l'eau au 21^e siècle, il montre également ce que la coopération interétatique peut apporter. En 2015, les trois présidents éthiopien, égyptien et soudanais ont signé un accord entérinant la construction du barrage, à condition qu'aucun de leurs pays ne subisse de « dommages substantiels ». Une étude a en outre été commanditée, afin d'évaluer les répercussions du projet. Quelques controverses subsistent, mais les tensions se sont apaisées. Aujourd'hui, quatre ans après l'incident, l'ouvrage est quasi achevé.

Rôle plus important que le pétrole

Ce différend ne constitue pas un cas isolé. Loin s'en faut. Les cours d'eau transfrontaliers représentent une source majeure de conflits internationaux. Au sein d'un même pays, des affrontements entre

groupes d'intérêts divergents peuvent également éclater. Les paysans veulent irriguer leurs champs et les éleveurs abreuver leurs troupeaux, alors qu'industriels et fournisseurs d'électricité ont besoin d'eau pour produire de l'énergie.

Plus d'un milliard de personnes, vivant pour la plupart en Afrique, en Asie du Sud et en Amérique latine, n'ont toujours pas accès à l'eau potable. La croissance démographique, le changement climatique et la pollution environnementale exacerbent la lutte pour l'or bleu. Selon des projections de l'ONU, près de deux milliards de personnes pourraient vivre dans des régions souffrant de pénurie d'eau d'ici à 2025. En raison de la raréfaction de cette ressource, des régions comme le Moyen-Orient et le Sahel pourraient voir leur produit intérieur brut reculer de 6% au cours des 30 prochaines années. L'eau est appelée à jouer un rôle plus important encore que le pétrole sur le plan géopolitique, soulignent les experts.

Bien plus que la construction de puits

«La crise mondiale de l'eau est l'un des problèmes politiques, écologiques et sociaux les plus brûlants du 21^e siècle», relevait le chef du Département fédéral des affaires étrangères, Didier Burkhalter, dans son discours devant l'Assemblée générale des Nations Unies à New York, en 2012. Le conseiller fédéral a évoqué la répartition inégale à l'échelle planétaire, ainsi que les risques liés à cette situation. Il a appelé à une réaction forte de la communauté internationale. «Il est primordial de traiter l'eau comme un élément clé de l'agenda de la sécurité humaine et non pas uniquement sous l'angle de sa valeur économique et sanitaire.» À ce titre, la Suisse soutient de nouveaux vecteurs d'influence pour les négociations et la coordination politiques.

L'allocation de Didier Burkhalter est révélatrice de l'évolution qu'a suivie l'engagement international de la Suisse. Depuis longtemps déjà, les projets d'aide au développement dans le domaine hydrique vont au-delà de la construction de puits et de la distribution d'eau potable. Si l'eau et l'hygiène restent des thématiques importantes, la diplomatie, la recherche et la communication font aujourd'hui partie intégrante de toute gestion moderne de l'or bleu.

Au Moyen-Orient par exemple, l'Aide humanitaire de la Suisse, en collaboration avec le Programme global Eau et la Division Sécurité humaine (DSH) du DFAE, a fourni à plus de 1,5 million de personnes de l'eau potable et des équipements sanitaires ces dernières années. Sur un plan plus technique, la DDC a commandité une étude sur l'approvisionnement en eau et la situation des po-

pulations déplacées dans la partie syrienne du bassin de l'Oronte. De son côté, la DSH a mis en place un projet destiné à améliorer l'accès à l'eau dans le nord de la Syrie. Au niveau politique, la Suisse a lancé l'initiative «Blue Peace», qui vise à transformer la crise que connaît la région dans le secteur hydrique en une chance pour les pays concernés (voir page 15).

Au niveau mondial, elle a lancé le projet «Bridge» (Building River Dialogue and Governance), en collaboration avec l'Union internationale pour la



Présidence égyptienne/Polarski/afp

En mars 2015, les gouvernements d'Égypte, d'Éthiopie et du Soudan sont parvenus à un accord pour gérer ensemble le barrage de la Renaissance.

conservation de la nature. L'objectif est de renforcer les capacités locales en gestion de l'eau. Actuellement, les efforts se concentrent davantage sur la paix bleue. Régionale comme au Moyen-Orient, l'initiative «Blue Peace» aborde la problématique de l'eau et de la sécurité au niveau international également. Elle compte deux volets: le Geneva Water Hub, centre de compétences pour l'eau et la paix chapeauté par la DDC pour une durée de deux ans, ainsi que le Panel mondial de haut niveau sur l'eau et la paix. Créé en 2015, ce comité réunit quinze experts indépendants en provenance de quatre continents, chargés d'élaborer des propositions pour prévenir et résoudre les conflits hydriques.

Coopération transfrontalière

«La coopération liée aux cours d'eau transfrontaliers constitue notre unique chance (pour prévenir les conflits armés)», écrivait récemment dans une tribune Danilo Türk, président du Panel et ancien président de la Slovénie. Selon lui, il est faux de qualifier l'eau de pétrole du 21^e siècle: «Le pétrole peut être remplacé. Alors que rien ne peut

L'eau, une arme de guerre

L'or bleu peut être une source de conflits, mais également une arme de guerre. Il n'est pas rare de voir des belligérants attaquer, occuper ou détruire des infrastructures d'approvisionnement en eau pour des raisons stratégiques. Un exemple récent: les attaques ciblées sur une station dans l'est de l'Ukraine, qui ont placé des millions de personnes en situation d'urgence. Ce démantèlement constitue une violation des Protocoles additionnels aux Conventions de Genève, relatifs à la protection des victimes des conflits armés internationaux et non internationaux. Les deux textes stipulent l'interdiction de s'attaquer aux biens indispensables à la survie de la population civile. Parmi ceux-ci figurent les installations d'approvisionnement en eau potable et d'irrigation.



Un Syrien distribue de l'eau dans le camp de réfugiés de Zaatari, au nord de la Jordanie.

Ashley Gilbertson/VII pour Unicef/Photo/Liat

remplacer l'eau.» Le monde compte 286 bassins fluviaux internationaux, traversant près de 150 pays. «Tant que ces États n'auront pas mis en place de coopération durable en matière de gestion de l'eau, des risques de conflit subsisteront. S'ils s'y attellent en revanche, les chances de paix sont bonnes.»

Coopérer plutôt que guerroyer

«Bien que la gestion de l'eau pose des défis (...), elle est surtout une formidable chance de promouvoir la coopération et de construire la confiance», lit-on dans les lignes d'action du DFAE sur le thème de l'eau et de la sécurité. «Beaucoup de conflits potentiels peuvent être évités grâce à des accords de gestion durable de l'eau.»

Cette thèse est étayée scientifiquement par le Strategic Foresight Group (SFG). Cet organe de réflexion indien, basé à Mumbai, a analysé 84 organisations de gestion de l'eau transfrontalière et 205 bassins fluviaux que se partagent 148 pays. Principale conclusion: les pays qui collaborent activement dans le domaine de l'eau ne se font pas la guerre. Qui plus est, la coopération peut contribuer à diminuer les dépenses en armement et à améliorer les conditions de vie des populations défavorisées.

Le SFG a aussi participé au lancement du Panel mondial de haut niveau sur l'eau et la paix. «L'initiative "Blue Peace" a changé la pensée politique», estime son président, Sundeep Waslekar (voir son interview en page 11). La thématique de l'eau et de la sécurité suscite enfin l'intérêt qu'elle mérite

au plan international, note-t-il.

Cet expert place de grands espoirs dans le Panel. «Un résultat fructueux pourrait améliorer la vie de quelque deux milliards de personnes.» Si, en revanche, l'on ne parvient pas à mettre sur pied une infrastructure mondiale pour améliorer la gestion de l'eau, il faut s'attendre au chaos, prévient-il. L'épuisement de cette ressource entraînerait une diminution de la production alimentaire. La demande, en constante augmentation, ne pourrait être satisfaite et les prix exploseraient. Avec, pour conséquences, le terrorisme, les dictatures et des flux migratoires encore plus importants, avertit Sundeep Waslekar. «Les enjeux sont énormes.»

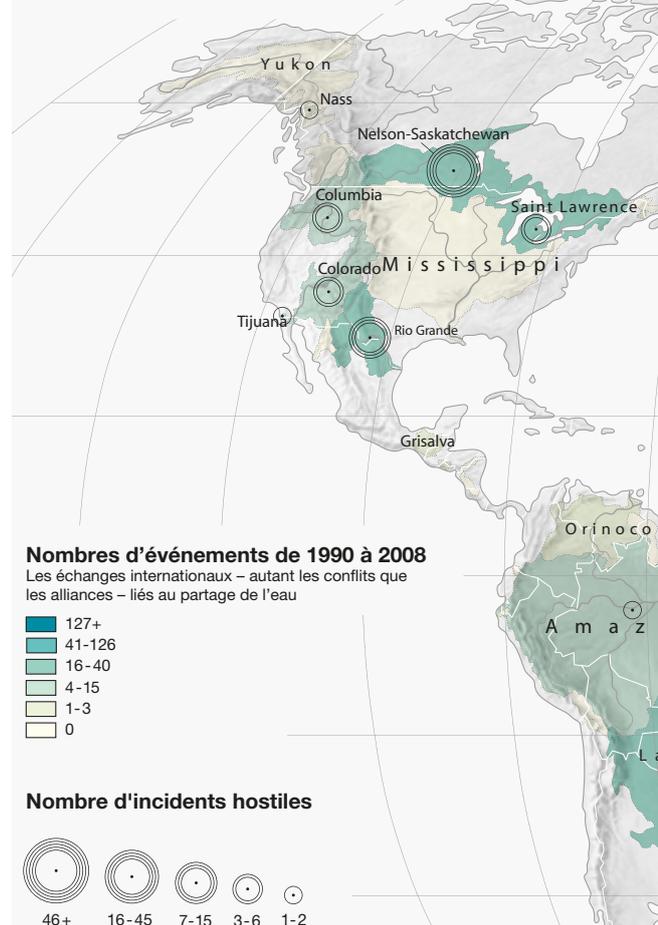
Des propositions pour l'avenir

En mai dernier, s'est tenue en Jordanie la quatrième réunion du Panel mondial de haut niveau sur l'eau et la paix. Pour clore leurs travaux effectués ces deux dernières années, les experts ont adopté une série de recommandations concrètes à l'échelle planétaire. Ces dernières doivent porter sur les points suivants: mesures visant à protéger les infrastructures d'approvisionnement dans les zones en conflit; nouveaux instruments destinés à financer les coopérations dans le domaine de l'eau;

Cours supérieur et inférieur des fleuves

La coopération active portant sur les fleuves transfrontaliers peut résoudre de nombreux problèmes. L'un subsiste néanmoins, dû à la nature: les inégalités entre les riverains en amont et en aval d'un fleuve. Les pays situés à l'embouchure d'un cours d'eau subissent la pollution de leurs voisins en amont, ainsi que les risques relatifs aux barrages. Un État qui se trouve dans le bassin supérieur d'un fleuve possède lui, de fait, le contrôle des eaux. Il renoncera difficilement aux avantages que lui confère sa situation privilégiée, d'où l'importance des accords réglant l'utilisation des cours d'eau à l'échelle internationale.

Conflits et coopération dans les bassins fluviaux transfrontaliers



Source: Transboundary Freshwater Dispute Database, Department of Geosciences (www.transboundarywaters.orst.edu/database), Oregon State University
Map produced by ZOI Environment Network, March 2017
Global Runoff Data Centre (GRDC) in the Federal Institute of Hydrology (BfG), Germany (<http://grdc.bafg.de>); Shaded relief by Kenneth Townsend

Sénégal et la Mauritanie avant de rejoindre l’océan Atlantique. Quelque 3,5 millions de personnes, soit presque 20% de la population des quatre pays réunis, vivent dans son bassin versant. Les premiers efforts de coopération autour du fleuve remontent à l’époque coloniale, mais c’est à la fin des années 60 que le partenariat entre dans une phase décisive. Souffrant de longues sécheresses, la région voyait

développer leurs infrastructures et de renforcer leur approvisionnement en eau. Leurs relations se sont même améliorées grâce à l’OMVS et à leurs projets communs. La Guinée n’est pas en reste: elle a pleinement réintégré le partenariat en 2006. Aujourd’hui, les quatre États gèrent ensemble leurs canaux, leurs barrages, leurs infrastructures hydro-électriques et leur navigation fluviale. Selon la



La coopération transfrontalière autour du fleuve Sénégal a valeur d'exemple. La gestion commune de ce cours d'eau a permis à la Guinée, au Mali, au Sénégal et à la Mauritanie d'améliorer leurs relations.

Projets suisses

Outre l'initiative « Blue Peace », le Programme global Eau de la DDC chapeaute ou parraine de multiples projets et instruments dans le secteur hydrique. À l'échelle internationale, le Global Hydro-metry Support Facility and Innovation Hub recueille des données hydrologiques fiables à l'aide d'outils novateurs, alors que la plate-forme Earth Security Index fournit aux décideurs des informations indépendantes concernant la gestion des ressources. À l'échelon régional, le projet « Bridge » (Building River Dialogue and Governance) renforce les capacités en gestion de l'eau par la formation continue et divers services de soutien. Quant aux Water and Land Resource Centres, ils ont pour but d'améliorer la collecte et l'utilisation de données hydrologiques et météorologiques au Kenya et en Éthiopie.

son agriculture déclinier. La population fuyait les campagnes pour venir gonfler les villes. À la suite d'une sécheresse particulièrement catastrophique, les quatre pays ont dû prendre des décisions importantes. Comment réagir: s'unir ou s'affronter? Ils choisirent la première option. Plutôt que de diviser les quatre États, les difficultés les ont rapprochés.

En 1963 déjà, ils signaient l'accord de Bamako, qui consacrait le statut international du fleuve Sénégal. Un comité de développement a été créé. Malgré le retrait de la Guinée après des désaccords avec le Sénégal, les trois pays restants ont poursuivi leur collaboration. En 1972, ils ont fondé l'OMVS, en ménageant un statut d'observateur à la Guinée qui refusait de coopérer.

Unis pour avancer

Les années qui ont suivi ont été marquées par plusieurs conflits et revers mineurs, mais, dans l'ensemble, la collaboration s'est avérée fructueuse. Elle a permis aux trois pays de profiter de l'électricité produite par le barrage de Manantali, au Mali, de

Banque mondiale, l'OMVS est une « organisation régionale robuste, dont la stabilité financière permet le développement de projets bénéficiant d'une large assise ». Malgré quelques turbulences géopolitiques, elle a toujours fait en sorte que l'ensemble de ses membres bénéficie de cette ressource essentielle qu'est l'eau. « Les chefs d'État ouest-africains ont su reconnaître le lien étroit entre l'eau, la paix et la sécurité », se réjouit Sundeep Waslekar. Outre le Sénégal, les fleuves Gambie et Congo voient également se développer autour d'eux une coopération entre pays riverains. « Les choses bougent, mais malheureusement pas aussi vite que je le souhaiterais », conclut le président du SFG. ■

(De l'allemand)

« Sans dialogue, tous les acteurs ressortent perdants »

Sundeep Waslekar est le président du Strategic Foresight Group, un organe de réflexion indien basé à Mumbai. Cet expert en gestion de l'eau évoque l'importance de son domaine de spécialisation et le rôle de la Suisse dans l'hydro-diplomatie mondiale. Entretien réalisé par Christian Zeier.



Cette centrale électrique israélienne a été contrainte de mettre fin à ses activités, en raison du volume toujours plus faible du Jourdain.

Un seul monde: Monsieur Waslekar, le monde mesure-t-il l'importance de l'eau potable?

Sundeep Waslekar: La nécessité de l'eau, en tant que ressource, est connue depuis longtemps. En revanche, on a longtemps sous-estimé son intérêt pour la sécurité internationale.

Est-ce sur le point de changer?

Oui, la problématique de l'eau et des conflits est désormais à l'ordre du jour de nombreuses rencontres mondiales. En novembre 2016 s'est tenu le premier débat sur l'eau, la paix et la sécurité au Conseil de sécurité de l'ONU. Cette reconnaissance représente une étape historique.

Les États qui coopèrent pour mieux gérer les ressources en eau ne se déclarent pas la guerre. Fort de ce constat, le Strategic Foresight Group s'est fait un nom...

Permettez-moi d'apporter une précision. Il faut distinguer entre coopération de principe et coopération active. Quand deux pays collaborent uniquement sur un plan technique, par exemple en ma-

tière de gestion hydrique, des conflits peuvent éclater. Par contre, lorsque la coopération devient active, qu'elle s'instaure au niveau politique, les conditions sont réunies pour une paix durable.

De nombreux conflits ont lieu au sein d'un même pays. La coopération relative à l'eau peut-elle là aussi jouer un rôle?

Nous avons étudié les mécanismes diplomatiques régissant les relations entre États. Les conflits internes font, pour leur part, intervenir d'autres processus, qui restent à analyser.

Votre organisation a notamment lancé l'initiative «Blue Peace», avec le concours de la Suisse. Quels en sont les résultats concrets?

La communauté «Blue Peace Middle East» en constitue un. Avec quelque 200 décideurs politiques des pays concernés, nous avons engagé un dialogue pour une collaboration autour de l'eau. Dans cette région instable, cette communauté représente la seule plate-forme d'échange active entre l'Irak, la Jordanie, le Liban et la Turquie. Nous



Sundeep Waslekar est un spécialiste internationalement reconnu de la résolution des conflits et de la gouvernance publique. Sous sa direction, l'organe de réflexion Strategic Foresight Group, basé à Mumbai en Inde, a copopéré dans ou avec 50 pays, sur quatre continents. Ses idées et propositions ont été débattues au sein des Parlements européen et indien, dans diverses réunions de l'ONU ainsi qu'au Forum économique mondial, à Davos. Depuis 2014, il est également collaborateur scientifique au Centre for the Resolution of Intractable Conflicts du Harris Manchester College de l'Université d'Oxford.

avons également contribué aux négociations bilatérales entre Israël et la Palestine, ainsi qu'entre l'Irak et la Turquie. Ces deux derniers États souhaitent aujourd'hui construire des barrages communs et renforcer le partage d'information. Rien de tout cela n'existait avant le lancement de l'initiative.

humains. Plus de coopération et de stabilité faciliteront leurs conditions de vie.

La coopération liée à l'eau fonctionne principalement au niveau régional. Celle instaurée autour du fleuve Sénégal constitue un bel exemple de réussite. Quelle est donc l'utilité d'une structure mondiale?

Son rôle principal est de soutenir les coopérations régionales. Une volonté politique de collaborer au niveau local est nécessaire dans un premier temps. Puis, il faut le soutien diplomatique et financier de la communauté internationale. L'exemple du fleuve Sénégal est éloquent: la coopération a démarré à l'échelon régional, avant de bénéficier de l'appui d'organismes financiers mondiaux.

Que se passe-t-il lorsque l'idée de coopération internationale échoue?

La situation au Moyen-Orient en est l'exemple le plus extrême. Des années durant, les pays de la région ont eu la possibilité de renforcer leur coopération dans le domaine de l'eau. Ils n'ont rien entrepris, estimant que celle-ci était trop précieuse et trop importante pour leur propre sécurité. Aujourd'hui, des groupements non étatiques ou terroristes contrôlent les infrastructures hydrauliques. Ces États ont tout perdu.

Le Panel mondial de haut niveau sur l'eau et la paix présentera son rapport aux Nations Unies en septembre. Deviendra-t-il un nouvel organe de l'ONU?

Les quinze pays participants ont à dessein lancé l'initiative hors des structures onusiennes pour limiter au maximum son caractère bureaucratique et se donner les moyens d'être plus audacieux et créatifs. Reste que celles-ci offrent de meilleures possibilités de mise en œuvre. Les recommandations seront ainsi présentées aux Nations Unies. L'on déterminera, par la suite, dans quelle mesure le cadre existant peut les concrétiser.

Quel rôle un petit pays comme la Suisse peut-il jouer dans l'hydro-diplomatie mondiale?

La Suisse est appréciée pour sa neutralité et son extraordinaire force d'innovation, que ce soit dans le domaine technique ou social. Son système politique est exemplaire et les principes fondamentaux qui la régissent – dialogue et inclusion – peuvent s'appliquer partout dans le monde. Si ses dirigeants prennent conscience des atouts précités, elle pourra jouer un rôle de premier ordre. ■

(De l'anglais)



Luke Dugdaley/Reuters/lat

Sur les 286 bassins fluviaux transfrontaliers que compte le monde, 200 se trouvent dans les pays en développement. Le Mékong en fait partie.

Dans les régions telles que le Moyen-Orient, l'eau est souvent un moyen de pression. Comment convainc-t-on les politiques de coopérer?

Il faut leur donner des occasions d'échanger. S'agissant de la Turquie et de l'Irak, les résistances étaient fortes au départ. Au fil des rencontres, une discussion s'est instaurée et les participants ont commencé à se comprendre. Des limites subsistent toutefois. Avec des dirigeants tels que Bachar el-Assad, en Syrie, l'on ne peut rien entreprendre. Avant même le début de la guerre civile, Damas ne voulait pas entendre parler de dialogue.

Le Panel mondial de haut niveau sur l'eau et la paix doit favoriser la coopération dans le secteur hydrique. Son but est d'améliorer la vie de 2,3 milliards d'êtres humains. Comment exactement?

Cette plate-forme profitera aux populations d'Amérique du Sud, d'Asie et d'Afrique. Sur les 286 bassins fluviaux internationaux que compte le monde, 200 se trouvent dans des pays en développement où vivent quelque deux milliards d'êtres

Reprendre confiance après l'effondrement

L'Union soviétique a entraîné dans sa chute le secteur de l'eau. Alors que les anciens États membres explorent de nouvelles solutions, la Suisse investit dans la recherche et le dialogue.



La Tadjikistan et le Kirghizistan sont des pays riches en eau grâce au fleuve Syr-Daria, mais pauvres en ressources énergétiques.

(cz) L'Asie centrale représente un cas particulier de la coopération dans le domaine hydrique. Ce n'est pas le manque d'infrastructures transfrontalières qui pose problème, mais bel et bien les ouvrages existants. Regroupés autrefois au sein de l'Union soviétique, le Kazakhstan, le Kirghizistan, l'Ouzbékistan, le Tadjikistan et le Turkménistan partageaient une installation d'approvisionnement intégrée. Avec la chute de l'URSS, le secteur public de l'eau s'est lui aussi écroulé. Pendant des années, très peu d'argent a été investi et le personnel qualifié a émigré, ouvrant la voie à la dégradation des équipements. Aujourd'hui, deux pays riches en eau mais pauvres en hydrocarbures, le Kirghizistan et le Tadjikistan, font face à trois pays pauvres en ressources hydriques mais riches en pétrole et en gaz, l'Ouzbékistan, le Kazakhstan et le Turkménistan.

«La croissance démographique et l'augmentation de la demande transforment graduellement la région en foyer de crise», écrit le Center for Security Studies de l'EPFZ. Ce type de tensions peut entraîner des répercussions sur des pays lointains, via les mouvements migratoires. Un risque qui n'avait pas échappé, en 2008 déjà, à la ministre des

Affaires étrangères de l'époque, Micheline Calmy-Rey. La conseillère fédérale l'avait évoqué lors de la Conférence annuelle de la Coopération avec l'Europe de l'Est. Elle avait alors souligné la nécessité d'aider les États d'Asie centrale à gérer leurs conflits liés à l'eau.

Privilégier le dialogue

À travers son programme régional, la Suisse soutient des réformes dans la gestion transfrontalière des ressources en eau. Elle œuvre en faveur d'une coordination plus efficace et favorise le dialogue entre les parties. Après les visites du conseiller fédéral Didier Burkhalter aux cinq États d'Asie centrale, des représentants de ces pays se sont retrouvés en 2014, à Bâle. Ils se sont engagés à mettre sur pied une plate-forme de dialogue régionale de haut niveau dans le domaine hydrique, l'initiative «Blue Peace Central Asia», inspirée par le projet suisse au Moyen-Orient (voir page 15). La DDC souhaite, en outre, améliorer la gestion de l'eau dans les bassins versants transfrontaliers et former de jeunes experts.

En 2016, le Kazakhstan a organisé avec le soutien de la Suisse une conférence scientifique consacrée

Des exportations, mais pas de démocratie

L'économie des pays d'Asie centrale repose en grande partie sur l'exportation de matières premières. Le Kazakhstan, par exemple, dépend pour deux tiers de ses exportations de pétrole, de gaz naturel, de charbon et de métaux. Les États voisins vendent, pour leur part, d'importants volumes d'or, de coton et d'aluminium primaire. La pauvreté prévaut, cependant, dans l'ensemble de la région. Faut de perspectives favorables et d'investissements suffisants dans les infrastructures, une grande partie de la main-d'œuvre émigre en Russie. Les pays issus de l'effondrement de l'Union soviétique, en 1991, sont culturellement hétérogènes, mais leurs régimes politiques se ressemblent. Si le système multipartite du Kirghizistan permet des élections partiellement libres, les autres États n'ont connu aucun renouvellement démocratique depuis un quart de siècle.

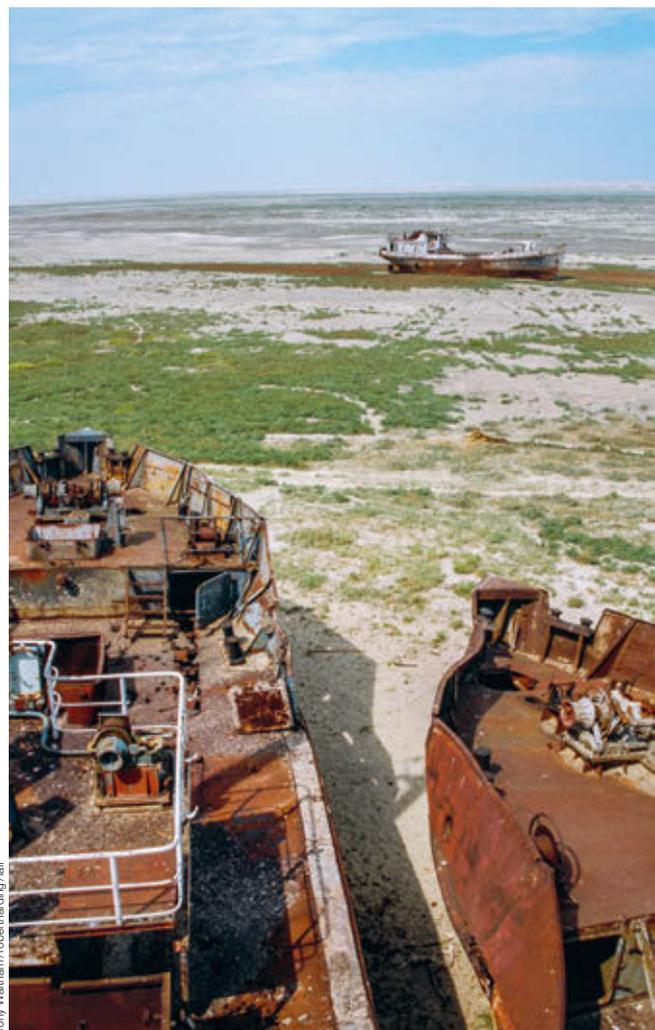
à l'utilisation des ressources en eau en Asie centrale. L'événement a réuni des délégués de haut rang d'Ouzbékistan, du Turkménistan et du Tadjikistan. Une autre conférence sur le même thème s'est tenue en mai dernier, dans le cadre de l'exposition internationale d'Astana. Une étude mandatée par la Suisse y a notamment été présentée. Elle met en évidence les raisons pour lesquelles la coopération relative à l'eau ne fonctionne pas comme escompté en Asie centrale et les coûts engendrés pour les pays de la région. Elle se veut une contribution décisive à la collaboration transfrontalière dans le secteur hydrique.

Capacités manquantes

«Le principal problème en Asie centrale n'est pas que les pays concernés ignorent les avantages qu'une coopération pourrait leur procurer», explique Benjamin Pohl, responsable d'une étude menée par l'Institut de recherche allemand Adelphi. Après l'effondrement de l'URSS, chaque pays s'est concentré sur le renforcement de sa souveraineté nationale. D'où l'impossibilité d'exploiter efficacement les infrastructures existantes, construites dans la perspective d'une gestion intégrée. L'exploitation des eaux du fleuve Syr-Daria, par exemple, était planifiée de manière centralisée à l'époque soviétique. Les besoins des riverains en aval du fleuve, qui dépendent des activités de leurs voisins en amont, étaient ainsi pris en compte. Après l'effondrement, on s'est efforcé de régler les problèmes d'interdépendance entre les différentes populations par le biais d'accords. En hiver, il était prévu que l'Ouzbékistan et le Kazakhstan vendent du courant électrique aux pays situés en amont. En échange, ces derniers devaient leur fournir de l'eau en suffisance. «L'idée était bonne au départ, mais l'accord n'a pas pu être respecté», relève Benjamin Pohl. Les parties n'ont pas été en mesure de tenir leurs engagements, en raison de capacités limitées notamment. «La confiance des uns et des autres s'est érodée. On n'a pas réglé l'affaire et les problèmes transfrontaliers ont commencé.»

Des signes encourageants

Une exploitation peu efficace, des besoins parfois contradictoires, de fortes interdépendances ainsi qu'une volonté de privilégier les projets nationaux, telle est la situation actuelle dépeinte par Benjamin Pohl. «Si cette évolution se poursuit, les coûts comme les risques s'accroîtront pour tous les États concernés», avertit le chercheur. Selon le scénario le plus pessimiste, un manque de coopération, associé à d'autres facteurs, pourrait entraîner des conflits, voire l'effondrement de certains pays.



Tony Wellham/robertandring /aif

Le Kazakhstan et l'Ouzbékistan connaissent la situation inverse. Riverains de la mer d'Aral qui se dessèche, ils sont pauvres en eau, mais riches en pétrole et en gaz.

Des lueurs d'espoir existent néanmoins. La région a été capable d'éviter tout conflit majeur jusqu'ici. Certaines tendances positives se dessinent. «On assiste régulièrement à des tentatives de coopération prometteuses, même au plus haut niveau politique, comme l'an passé», se félicite Benjamin Pohl. La coopération ne doit pas s'instaurer nécessairement à un échelon régional élevé, conclut notamment l'étude. «Une collaboration technique et administrative au niveau local et bilatéral peut constituer un début», souligne le chercheur. «La confiance ainsi rétablie permet d'améliorer également les institutions régionales.» ■

(De l'allemand)

La crise de l'eau au Moyen-Orient

Peu de régions du monde ont été autant déchirées par les conflits ces dernières années que le Moyen-Orient. L'eau y constitue un défi majeur, mais également une chance de renforcer la coopération. Autant de raisons pour lesquelles la Suisse a lancé l'initiative « Blue Peace Middle East ».



La mer Morte se meurt. Chaque année, son niveau diminue en raison de la surexploitation de son principal affluent, le Jourdain.

(cz) La mer Morte n'en finit pas de mourir. Année après année, son littoral recule d'un mètre et demi, alors que l'apport du Jourdain a diminué de 90% au cours des 60 dernières années. Une chute due aux prélèvements effectués par Israël, qui tire du fleuve l'essentiel de son eau potable, mais également à ceux des autres États riverains (Liban, Syrie et Jordanie). Elle se traduit, dans cette région aride, par une situation de pénurie aiguë. Le Moyen-Orient est englué dans une véritable crise de l'eau.

Des pertes de 12 milliards de dollars

Un classement établi par l'Institut des ressources mondiales, laboratoire d'idées indépendant basé à Washington, place la Palestine, Israël, l'Iran, le Liban et la Jordanie parmi les quinze pays les plus durement touchés par le déficit d'eau à l'horizon 2040. Cette insuffisance peut constituer une nouvelle source de conflit dans cette région déjà instable.

En 2008 déjà, le Strategic Foresight Group (SFG) avait, à l'initiative de la Suisse, publié une étude détaillant le coût des conflits au Moyen-Orient en termes économiques, militaires et politiques. Si la paix avait été rétablie après 1991, la région aurait bénéficié de quelque 12 milliards de dollars supplémentaires près de 20 ans plus tard. Autre point: la sécheresse pourrait rendre les futurs conflits plus dévastateurs encore.

Sur la base de ce constat, la DDC, en association avec la Division Sécurité humaine du DFAE, a lancé l'initiative « Blue Peace Middle East ». La Suisse a également financé une deuxième étude du SFG. Celle-ci formule dix recommandations à court, moyen ou long terme pour gérer la crise de l'eau dans cette région. « Il existait déjà des coopérations dans ce domaine », indique Mario Carera, qui a accompagné le projet en tant que collaborateur, puis comme consultant externe. « La nouveauté est que nous souhaitons une coopération pas seulement technique, mais aussi

Conflit en Syrie: une guerre de l'eau ?

On ne peut pas affirmer avec certitude l'existence de guerres de l'eau. Une évidence: l'eau joue un rôle toujours plus important dans les conflits, que ce soit au sein d'un même État ou entre deux ou plusieurs pays. La guerre civile en Syrie en est un exemple probant. Entre 2005 et 2010, une grave sécheresse a conduit plus d'un million de familles paysannes à la ruine. Des centaines de milliers de personnes ont perdu leurs moyens de subsistance et ont dû se réfugier dans les centres urbains pour pouvoir survivre. Cette catastrophe a participé au déclenchement des manifestations antigouvernementales, qui ont débouché sur la guerre civile. Le président Bachar el-Assad avait réduit les subventions aux aliments et aux combustibles, aggravant encore la situation des personnes déplacées.



Yuri Kozayev/lat

Une lueur d'espoir: la Turquie et l'Irak ont renforcé leur coopération bilatérale pour gérer les eaux du Tigre. Il en va de leur avenir hydraulique.

politique.» L'objectif était donc double. Il s'agissait de mettre sur pied un Conseil de coopération régional de haut niveau pour l'eau, chargé de développer une vision commune et des instruments concrets pour sa mise en œuvre. Il fallait aussi sensibiliser les acteurs sur le terrain et leur apporter un soutien concret. À l'origine, sept pays ont pris part au projet: la Turquie, le Liban, la Syrie, la Jordanie, Israël et la Palestine. Ces deux derniers en ont rapidement été exclus, en raison du conflit qui les oppose. En Syrie, les activités ont été réduites au minimum à cause de la guerre civile.

Succès et échecs

Sept ans après le lancement de l'initiative, il est temps de tirer un bilan intermédiaire. La publication de plus de 500 articles à travers les journaux a permis de toucher une large part de la population dans la région et de sensibiliser le public à la nécessité de collaborer autour de l'eau. La coopération dans le bassin de l'Oronte s'est également améliorée. Les réunions entre experts, politiques et représentants des médias des pays concernés ont permis de jeter les bases d'une communauté «Blue Peace». Le principal objectif, qui consiste à établir un Conseil de coopération au plus haut niveau politique, n'a toutefois pas encore été atteint. «Les conflits qui sévissent dans la région ont freiné notre progression», déplore Mario Carera. «Nous ne relâchons pas nos efforts pour autant. Sans infrastructure suprarégionale chapeautant la coopération, le risque est grand d'en rester au stade des belles paroles.» Les rencontres ont permis l'émergence d'une culture commune, porteuse d'espoir, souligne le consultant. Au niveau bilatéral également, une embellie se dessine: des experts de l'eau israéliens et pales-

teniens ont repris le dialogue, tandis que la Turquie et l'Irak ont renforcé leur coopération pour gérer les eaux du Tigre.

Un moyen de pression

La troisième phase du projet de la DDC et de la DSH court jusqu'à fin 2018. Outre la mise sur pied d'un Conseil de coopération suprarégional, divers projets concrets dans les bassins versants du Tigre et du Yarmouk doivent être mis en œuvre. Si les objectifs sont ambitieux, les difficultés demeurent identiques.

«Nous faisons face à des pays qui insistent sur le respect de leur souveraineté», relève Mario Carera. L'eau, dans la région, constitue bien souvent un moyen de pression politique. «Cela complique la mise en place d'une coopération interétatique.» Trouver une solution lors d'une rencontre reste facile: le vrai défi consiste à intégrer dans la politique de chaque pays, explique Mario Carera.

Les collaborations réussies, comme celle menée autour du fleuve Sénégal, peuvent servir d'exemple à cet égard. «Les intéressés voient ainsi combien la coopération régionale profite à toutes les parties en présence.» Il leur arrive de se poser la question suivante: «S'ils y arrivent en Afrique occidentale, pourquoi pas nous?» ■

(De l'allemand)

Engagement au Moyen-Orient

L'engagement de la DDC au Moyen-Orient se concentre sur la Syrie, le Liban, la Jordanie et l'Irak. En Syrie, plus de 13 millions de personnes dépendent de l'aide humanitaire. Les pays voisins, qui accueillent de nombreux réfugiés syriens, supportent une charge toujours plus lourde. Le principal objectif de la Suisse est d'assurer des conditions de vie sûres aux populations vulnérables, touchées par les conflits, de résoudre et de prévenir ceux-ci. La DDC apporte un soutien financier et en nature aux organisations d'aide au développement. Elle mène également ses propres projets, dépêche des experts du Corps suisse d'aide humanitaire et promeut la coordination internationale et la diplomatie humanitaire.

Faits et chiffres

2,7 milliards

de personnes manquent d'eau au minimum un mois par an.



Brendan Bannom / Polaris / iaf

97%

de l'eau sur terre se présente sous forme d'eau salée et n'est donc pas potable. Sur les 3% restants, 2,5% sont emprisonnés dans les glaciers, ainsi que dans les glaces de l'Arctique et de l'Antarctique. L'eau douce disponible représente, par conséquent, à peine 0,5% du total.



Vad Sobchik / iaf

10 millions de km³

La part la plus importante de l'eau potable disponible dans le monde se trouve dans les nappes souterraines (10 millions de km³). Viennent ensuite les précipitations tombant sur la terre ferme (119 000 km³), les lacs naturels (91 000 km³), les réservoirs (5000 km³) et les cours d'eau (2120 km³).



Sven Torfinn / iaf

Autres chiffres clés

- D'ici à 2050, 4 milliards d'êtres humains pourraient vivre dans des régions touchées par les pénuries d'eau.
- À l'échelle mondiale, les ménages ne consomment que 8% de l'eau potable. 22% sont destinés à la production industrielle et 70% à l'agriculture. Plus le revenu par habitant d'un pays est élevé, plus la quantité d'eau potable accaparée par l'industrie se révèle importante. Alors que les pays défavorisés n'utilisent que 10% de leur eau pour la production industrielle, cette part peut grimper à 60% dans les États les plus riches.
- Le Programme global Eau de la DDC coordonne près de 40 projets et initiatives à un niveau bilatéral ou multilatéral.
- Entre 2013 et 2016, la DDC a investi 327,7 millions de francs dans le secteur de l'eau.

rapport. Les moyens pour y faire face sont limités. Quelque 60% des cours d'eau transfrontaliers ne possèdent pas d'infrastructure favorisant la coopération.

Sources et liens

- ONU-Eau : *Faits sur l'eau*, www.unwater.org
- Unesco : *L'eau pour les hommes, l'eau pour la vie : Rapport mondial sur la mise en valeur des ressources en eau*, <http://unesdoc.unesco.org>
- WEF : «*Global Risks Report 2017*», <http://reports.weforum.org>
- Pacific Institute : *The World's Water*, www.worldwater.org

Conflits liés à l'eau

Le *Global Risks Report* du Forum économique mondial (WEF) présente, chaque année, le classement établi par plusieurs centaines d'experts des principaux risques pesant sur la planète. Depuis 2012, les crises liées à l'eau y figurent en tête. «Les tensions entre zones rurales et urbaines, ainsi qu'entre régions riches et pauvres vont s'aggraver», estiment les auteurs du

Citation

« Le risque d'un conflit lié à l'eau augmente : en raison d'une concurrence accrue, d'une mauvaise gestion et des conséquences du changement climatique. »

Peter Gleick, expert en sciences de l'environnement et président du Pacific Institute, un centre de recherche basé en Californie

Les divisions plombent l'avenir de la Bosnie et Herzégovine

Un taux de chômage astronomique, des tensions ethniques et des réformes qui se font attendre privent les jeunes du pays. Beaucoup tournent le dos à leur patrie et rares sont ceux qui reviennent après un séjour à l'étranger. De Dirk Auer, à Sarajevo*.



Claudine Doury/VU/laif

Un système politique complexe

Les accords de Dayton, qui ont mis fin à la guerre en Bosnie et Herzégovine en 1995, n'étaient pas un simple traité de paix. Les médiateurs internationaux y ont aussi défini les structures du futur État. Alors que le projet paraissait prometteur sur le papier (décentralisation et répartition du pouvoir entre les groupes ethniques), il a, en réalité, donné naissance au système politique le plus complexe du monde : trois présidents, deux entités, quatorze cantons, seize gouvernements et plus de 160 ministres. Des structures non seulement absurdes, mais également onéreuses. Garantissant des quotas stricts à tous les niveaux et accordant un droit de veto à chaque groupe ethnique, la Constitution bosnienne a, en fait, institutionnalisé les clivages ethniques. Ce régime fait le lit des partis nationalistes qui façonnent aujourd'hui encore le paysage politique.

Des jeunes Bosniens bavardent sur les hauteurs de Sarajevo. Dans leur catégorie d'âge, le taux de chômage culmine à 70%.

En Bosnie et Herzégovine, la frontière peut couper un bâtiment en deux. C'est le cas du lycée de Travnik, au centre de la Bosnie. Son aile droite est rénovée et peinte en bleu ciel. L'aile gauche est jaunie, le crépi s'effrite et le rez-de-chaussée est entièrement couvert de graffitis. «Le pire, c'est tout de même cela», s'exclame Jasmin Alibegović, en désignant la barrière qui sépare les deux parties de la cour de l'établissement.

«Deux écoles sous un même toit», telle était l'idée initiale. Le concept ne fait, pourtant, que diviser davantage : l'aile gauche, toute décrépée, est réservée aux Bosniaques, qui sont musulmans ; l'aile droite aux Croates, catholiques. L'institution a non seulement deux entrées, mais aussi deux programmes d'études qui interprètent différemment l'identité et l'histoire nationales selon le groupe ethnique auquel ils s'adressent. Les cours ne commencent pas à la même heure et les récréations sont également décalées.

Un pays, trois peuples

Jasmin Alibegović se fiche de tout cela. Il n'est pas

possible, d'après lui, de distinguer Bosniaques et Croates. Même leurs langues sont quasi identiques. Pourtant, les citoyens de Bosnie et Herzégovine s'identifient d'emblée par leur appartenance à l'un des trois groupes ethniques (Bosniaques, Serbes et Croates). Ce principe dérange le jeune homme de 18 ans. Assis devant un verre de limonade au café, il passe son bras autour des épaules de son ami Vedran Škobić : «Je ne comprends pas pourquoi tu te dis Croate seulement parce que tu es catholique. Nous sommes tous des Bosniens !» «Ce n'est pas si simple», rétorque Vedran en riant.

Il est vrai que les choses sont loin d'être simples en Bosnie et Herzégovine. Les divisions sont le résultat d'une guerre qui a coûté la vie à quelque 100 000 personnes et déplacé plus de la moitié de la population. Même si ces événements remontent à plus de vingt ans, les clivages ethniques déchirent toujours le pays. Selon sa Constitution, la Bosnie et Herzégovine est formée de trois peuples et compte trois langues : le bosniaque, le croate et le serbe. Tout un chacun a droit à l'enseignement dans sa langue. La majorité bosniaque et les Croates

vivent au sein de la Fédération de Bosnie et Herzégovine. Les Serbes constituent la Republika Srpska.

Jasmin n'a aucune envie de s'immiscer dans ces querelles identitaires. Comme s'il n'y avait pas assez d'autres problèmes, lance-t-il. Le taux de chômage bat des records, frisant les 50% d'après les chiffres officiels. Il tutoie même les 70% chez les jeunes. Même avec un emploi, les fins de mois sont

dapest et à Zagreb. Elle est ensuite revenue en Bosnie pour travailler au service de presse du Festival du film de Sarajevo. « Au début, je vivais comme dans une bulle, dans mon petit monde à moi. Je niais tout bonnement la réalité qui m'entourait », raconte-t-elle.

Mener une telle existence est somme toute assez facile, du moins dans la capitale. Il y a longtemps que la vieille ville ottomane de Sarajevo attire à



Trois peuples, trois langues, trois dirigeants à la tête du pays : la Bosnie et Herzégovine possède l'un des systèmes politiques les plus complexes du monde.

difficiles. Le salaire moyen atteint 400 euros. La corruption est quotidienne et omniprésente. De même que le clientélisme et le copinage.

Très peu de retours

Rien d'étonnant, dans ce contexte, que les jeunes aspirent à quitter le pays. Ils sont des dizaines de milliers à partir chaque année (sur une population avoisinant les 3,5 millions d'habitants). Ceux qui bénéficient d'une bonne formation sont les premiers à rêver d'un avenir meilleur à l'étranger. Jasmin et Verdan s'en iront bientôt eux aussi. Tous deux fréquentent une école supérieure de soins de santé à Travnik, car ils savent que le personnel médical spécialisé est très demandé en Europe occidentale.

L'espoir que les émigrants rentreront un jour en Bosnie et Herzégovine et feront profiter le pays de leur expérience ne s'est jusqu'ici jamais concrétisé. Ines Tanović compte parmi les rares exceptions. Atablée dans un café de Sarajevo, la jeune femme toute menue commande un expresso. Originnaire de Mostar, elle a étudié l'histoire de l'art à Bu-

nouveau les touristes. Les boutiques d'artisanat et les cafés se succèdent à nouveau le long des rues. La cité possède une scène culturelle dynamique et les trois années de siège durant le conflit paraissent bien loin. Lorsqu'elle parle de destruction généralisée, Ines ne fait pas allusion aux traces que les grenades ont laissées sur les murs des maisons et qui subsistent encore par endroits, comme dans les quartiers périphériques. Les séquelles de la guerre restent ancrées, dans les esprits surtout. Une profonde apathie règne partout, relève Ines.

De vaines protestations

Le pays a néanmoins connu une agitation que nul n'aurait prédit. Voici trois ans, la population a soudain déferlé dans la rue, laissant éclater une colère depuis longtemps contenue. Tout a commencé à Tuzla, ville industrielle naguère prospère. Aujourd'hui, plus de la moitié de ses habitants sont sans emploi. Des semaines durant, les ouvriers de l'usine de détergents Dita ont fait le pied de grue devant le siège du gouvernement cantonal afin d'obtenir un entretien avec les dirigeants. Leur de-

La Bosnie et Herzégovine en bref

Capitale

Sarajevo

Superficie

51 197 km²

Population

3,5 millions d'habitants

Espérance de vie

76 ans

Ethnies et religions

Bosniaques (musulmans) : 50,1%
Serbes (orthodoxes serbes) : 30,8%
Croates (catholiques) : 15,4%

Exportations

Métaux et produits métallurgiques, textiles, minerais, bois et meubles.

Économie

Les secteurs clés sont ceux de l'énergie et de la métallurgie. L'agriculture continue de jouer un rôle important, contribuant à hauteur de 9% au produit intérieur brut (PIB). L'argent envoyé par les émigrés constitue également une part substantielle du PIB (plus de 15% en 2015).





Zyari Garico/NT/Reuters/laif

Le siège du gouvernement cantonal, à Sarajevo, a été incendié en février 2014. Par milliers, les Bosniens ont fait éclater leur colère dans la rue contre la politique du gouvernement.

mande est demeurée vaine jusqu'à ce que d'autres travailleurs et chômeurs, des retraités, des étudiants ainsi que des invalides de guerre leur apportent un soutien inattendu. Descendus par milliers dans la rue, les manifestants ont investi les bâtiments gouvernementaux avant d'y bouter le feu. Ce fut le début d'une vague de protestation qui a gagné presque toutes les grandes villes de Bosnie.

Ines se souvient à quel point elle était galvanisée : des gens se révoltaient enfin. « Nous avons ressenti l'impatience de la foule assoiffée de changement et ivre de colère. » C'était aussi la première fois que des protestations ne se réclamaient pas d'un quelconque nationalisme. « Dès le départ, les revendications étaient de nature sociale », se rappelle Ines. Bosniaques, Serbes et Croates sont égaux face à la pauvreté et au chômage. « Quelle que soit notre langue, nous avons faim », affirmait l'un des slogans. L'on a alors évoqué un réveil démocratique, voire un « printemps bosnien ».

Le mouvement a, cependant, fini par s'essouffler. Six mois plus tard, les élections ont porté les mêmes partis et les mêmes ténors au pouvoir. La population retrouvait, elle, son humeur d'alors : apathie et pessimisme. « La stabilité est à nouveau de retour », souligne cyniquement Ines. Elle est, certes, très chère aux yeux des politiciens européens, mais ne change pas les choses, déplore la jeune femme.

Des réformes urgentes et nécessaires

Même les analystes et les organisations internationales se creusent la tête de longue date pour tenter de sortir de l'impasse politique. Chaque année, ils produisent des dizaines de rapports et leurs discussions internes deviennent toujours plus cyniques. L'origine des problèmes est connue : un ap-

pareil étatique surdimensionné et dysfonctionnel, qui a institutionnalisé les clivages ethniques à tous les niveaux. Aucun acteur ne peut ou ne veut entreprendre d'urgentes réformes. « Celles-ci ne peuvent pas venir de l'intérieur », observe Kurt Bassuener du Democratization Policy Council : les politiciens locaux profitent trop du système en place. L'analyste demande, depuis des années déjà, une intervention décisive de l'Union européenne (UE). En vain jusqu'ici. Face aux multiples crises à travers le monde, Bruxelles se réjouit du calme qui règne en Bosnie. L'UE « confond calme et vraie stabilité », critique Kurt Bassuener.

En attendant, la Bosnie et Herzégovine se vide de ses habitants. Jasmin Alibegović a dû réfléchir un bon moment avant de trouver une seule raison de rester au pays. Il aime sa patrie, mais n'y entrevoit tout simplement aucune perspective d'avenir. « Même si nous nous comprenons dans l'ensemble assez bien au quotidien, le nationalisme politique ne cesse de se renforcer. » Son ami croate, Vedran Škobić, opine du chef. Jasmin et lui ont pris leur décision : ils commenceront bientôt une nouvelle vie en Allemagne. ■

(De l'allemand)

**Dirk Auer est journaliste indépendant. Basé à Belgrade, il couvre les pays du sud-est de l'Europe.*

Sur le terrain avec...

Barbara Dätwyler Scheuer, cheffe de mission suppléante et responsable de la coopération suisse en Bosnie et Herzégovine

Voilà bientôt une année que mon mari et moi vivons à Sarajevo, avec les deux chiens «loués» en même temps que la maison et son grand verger. Sarajevo est une ville fascinante, chargée d'histoire et marquée par diverses cultures. En Bosnie et Herzégovine, les traces de la dernière guerre sont omniprésentes et la société reste déchirée. Le système politique est l'un des plus compliqués du monde. Le pays est partagé en deux entités : la Fédération de Bosnie et Herzégovine et la Republika Srpska. S'y ajoute le district de Brčko. Les trois principaux groupes ethniques – les Bosniaques musulmans, les Serbes orthodoxes et les Croates catholiques – possèdent chacun un représentant au sein du collège présidentiel. Les minorités, telles que les Roms et les Juifs, en sont exclues. La Constitution mériterait depuis longtemps d'être révisée, mais la volonté politique fait défaut.

La complexité du régime affecte notre travail quotidien. Nous faisons beaucoup de choses deux, voire trois fois. Je dois, par exemple, entretenir des contacts avec le ministre de la Santé de la Fédéra-

« En raison de leur identité, beaucoup de gens n'ont pas accès à certaines prestations, à des débouchés professionnels ou aux processus politiques. »

tion à Sarajevo, aussi bien qu'avec celui de la Republika Srpska à Banja Luka. Nous menons toujours nos projets dans l'ensemble des régions, espérant rassembler les membres de tous les groupes ethniques.

Nous collaborons avec la moitié des communes en Bosnie et Herzégovine. Grâce à une planification efficace et proche des citoyens, celles-ci sont parvenues à réunir quelque 50 millions de francs supplémentaires ces dernières années et à les investir dans des projets d'infrastructures majeurs.

Le chômage est très élevé parmi les jeunes. Si beaucoup souhaitent rester dans leur pays, ils n'y en-



trevoient aucune perspective d'avenir. Nous les aidons à améliorer leurs qualifications et leurs compétences, afin d'accroître leurs chances sur le marché de l'emploi. Les échanges qui m'ont le plus inspirée jusqu'ici, je les ai eus avec des jeunes hommes qui s'efforcent de briser les stéréotypes sexistes et s'opposent à la violence envers les femmes. Ces hommes, dont beaucoup étaient concernés par la violence et la drogue, ont évolué. Ils se sont remis en question et ont fait preuve d'initiative. Nous voulons dénicher ces « acteurs du changement » qui s'engagent en faveur de progrès concrets, afin de les soutenir et de les encourager.

J'accorde personnellement une grande importance à la lutte contre la pauvreté et les inégalités. En raison de leur identité, beaucoup de gens n'ont pas accès à certaines prestations, à des débouchés professionnels ou aux processus politiques. Il s'agit des minorités comme les Roms, les femmes des campagnes, les personnes âgées, les personnes en situation de handicap ou les jeunes demandeurs d'emploi, tous dépourvus d'un réseau de relations. En collaboration avec le Programme des Nations Unies pour le développement, nous préparons, pour le rapport national 2018 sur le développement humain, des recommandations pratiques destinées aux décideurs. Je suis persuadée que la Bosnie et Herzégovine recèle un grand potentiel, mais qu'elle ne pourra progresser que si tous tirent à la même corde. C'est à cela que je travaille au quotidien. ■

(Propos recueillis par Jens Lundsgaard-Hansen ; de l'allemand)

Ouvrir des perspectives politiques, économiques et sociales

En 1995, les accords de Dayton ont mis fin à la guerre de Bosnie. Sur les plans politique et ethnique, la Bosnie et Herzégovine reste néanmoins fragile. La Suisse entend ouvrir des perspectives politiques, économiques et sociales à ses habitants et soutenir le pays dans ses efforts d'intégration européenne. Les projets sont principalement financés par la DDC et le Seco, mais le Secrétariat d'État aux migrations est également actif dans le pays. Après l'UE, les États-Unis et l'Allemagne, la Suisse figure aujourd'hui au quatrième rang mondial des donateurs. Son programme, axé essentiellement sur la gouvernance démocratique, la santé, l'économie, l'emploi et la migration, lui vaut une excellente réputation.

Carte postale alternative de Sarajevo

Depuis la fenêtre de mon appartement à Sarajevo, je vois le bâtiment du Tribunal de la Bosnie et Herzégovine, où travaille ma sœur. Quoique traductrice et professeur d'anglais de formation, elle est actuellement cheffe du personnel d'une institution qui statue encore, 20 ans après le conflit, sur le sort des criminels de guerre. Adolescente, je comptais, pour ma part, ne jamais travailler dans une école. Aujourd'hui, je dirige une association qui gère une école de langues et avoue avoir plus de plaisir à enseigner qu'à accomplir des tâches telles que la gestion, la comptabilité, la relecture ou les travaux de recherche.

Il y a dix jours, notre association, qui promeut l'apprentissage des langues, a emménagé dans de nouveaux locaux : un bel appartement plus spacieux et plus clair. En tant qu'organisation à but non lucratif, elle est autorisée à s'installer dans un appartement au loyer plus abordable. L'on ne cesse de me demander pourquoi nous n'avons pas emménagé dans le centre, puisque c'est là que tout se passe. Et je réponds invariablement : justement pour cette raison.

Dans le cadre de nos cours de bosniaque, croate et serbe comme langues étrangères, quand nous lisons un texte publicitaire sur la Bosnie et Herzégovine tiré d'une brochure touristique, nous le comparons toujours à un texte antipublicitaire. Si quelqu'un se décide à apprendre « notre » langue, il doit cesser de raisonner comme un touriste : c'est un premier point. Par ces lignes, je ne vous emmène d'ailleurs pas dans le centre historique de Baščaršija, mais dans le quartier d'Otoka. Celui-ci se trouve à mi-chemin entre le centre et les confins de la ville. D'un point de vue géographique, le centre-ville de Sarajevo se trouve à sa périphérie et

mon quartier résidentiel est, en réalité, situé au cœur de la cité. Otoka est connu pour son centre commercial au marché couvert. Au prix d'une poignée de framboises en Suisse, on peut en acheter deux kilos ici pendant la saison. Il en va de même pour les mûres, les myrtilles et les fraises. Cela dit, la saison s'étire de plus en plus et les prix ne cessent d'augmenter, alors que le parfum et la saveur des fruits s'estompent. C'est ainsi que l'on se rapproche des réalités européennes.



Sandra Zlotrg vit et travaille à Sarajevo. Elle dirige Lingvisti, une association qui promeut l'apprentissage des langues. Elle enseigne le bosniaque, le croate et le serbe comme langues étrangères. La jeune femme a achevé ses études de philosophie par un travail sur le thème du genre et du jargon, avant de rédiger un manuel pour un langage épïcène au Parlement. Elle apprécie le vélo, le chocolat et aime démontrer que les règles grammaticales ont un sens.

Au marché, j'achète mes produits toujours chez la même commerçante. Aussi, je suis sûre, une fois arrivée à la maison, de ne pas découvrir de fruits gâtés dans le sachet en papier. Ce dernier est lui-même emballé dans un sac plastique. J'ai tout essayé pour qu'elle n'ajoute plus ce sac-là : « Merci, ce n'est pas la peine... », « J'ai un sac en tissu, merci... », « Vous pouvez tout mettre ensemble... ». Rien à faire. Imperturbable, elle me répond : « C'est bon. »

De quoi un non-touriste peut-il avoir besoin à Sarajevo ? D'une bonne boulangerie ? Il y en a une entre le marché et les grandes tours. Je leur ai appris à ne pas couper ma baguette en deux : ce n'est pas un poireau ! Une poissonnerie ? Juste en face du marché. Pendant qu'on y vide mon poisson, j'achète des pommes de terre et des bettes. Un peu plus loin, on trouve un bistro, une pizzeria, un restaurant qui sert des čevapčići (rouleaux de viande hachés et grillés) et une pâtisserie. À une centaine de mètres de l'école, un casino et un pont.

De l'autre côté du pont, s'arrête le tram qui vous emmène au centre-ville en un quart d'heure, pour 80 cents. Moi, je n'y vais que rarement : là où je vis, je trouve tout ce dont j'ai besoin.

Il y a un mois, lors d'un entretien de candidature pour une bourse que le German Marshall Fund octroie à des dirigeants innovants, j'ai affirmé ceci : « Je n'aurais pas d'emploi si je ne me l'étais pas créé. » C'est vrai. Je fais ce pour quoi j'ai été formée, ce que j'aime. Et je vis pleinement les valeurs que je défends : la vie est bien plus que ce que l'on voit dans les publicités et les brochures touristiques. ■

(Du bosniaque)



La papaye sauvée par une petite guêpe

De nombreuses familles africaines productrices de papaye ont retrouvé une précieuse source de vitamines et de revenus grâce à la DDC. Une opération de lutte biologique a permis d'éradiquer les cochenilles qui envahissaient ce fruit.



Le producteur Codjo Vodonou a retrouvé le sourire: après une opération de lutte biologique contre les cochenilles, ses papayers sont à nouveau verts.

(zs) La cochenille *Paracoccus marginatus*, insecte parasite, apprécie les papayers au point de les dévorer. Elle se niche sous les feuilles jusqu'à épuiser non seulement les arbres, mais aussi les producteurs. « Si rien n'est fait, votre champ est décimé en deux semaines: il devient blanchâtre et tous les fruits tombent les uns après les autres », témoigne Armand Adeppo, de Zinvié, au sud du Bénin. Dans ce pays, ainsi qu'au Togo et au Ghana, la culture de la papaye représente un secteur important, employant quelque 45 000 personnes.

Hors de leur habitat d'origine, le Mexique, les cochenilles du papayer se retrouvent sans ennemis naturels et s'avèrent de grands destructeurs. Elles endommagent gravement la qualité des récoltes. Du coup, tout dégringole: rendement, production et revenus. Pour combattre l'invasion du ravageur, Armand Adeppo, comme bien d'autres producteurs, a arrosé ses plantations de pesticides. « J'utilisais de l'huile de neem et une substance chimique. Mais le résultat n'était pas satisfaisant. En plus, j'ai dépensé toute ma recette pour acheter ces produits. » Pire, ceux-ci ont nui à l'écosystème et à la santé des travailleurs.

Mécanisme naturel plus efficace

La DDC, en collaboration avec l'Institut international d'agriculture tropicale basé au Nigéria, a réparé les dégâts. Ses équipes ont introduit un enne-

mi naturel de la cochenille dans six pays (Ghana, Togo, Bénin, Nigéria, Cameroun et Gabon): l'*Acerophagus papayae*, une micro-guêpe jaune aux yeux bleuâtres. « Elles sont venues voir et faire des lâchers de petites bêtes. Puis, tout devait se terminer. Comment croire à cela lorsqu'on a dépensé déjà toute sa fortune pour lutter contre cette cochenille? », se demandait Codjo Vodonou. Désespéré, cet agriculteur de Zinvié était prêt à abandonner ses terres pour « rejoindre le contingent de zémidjans (motos-taxis) à Cotonou ». Six mois après le lâcher de la micro-guêpe, les papayers étaient à nouveau verts et le Béninois a repris « la route du marché ».

Dans son pays, la production s'est accrue de 76% entre 2012 (avant le démarrage du projet en 2013) et 2015 (une année après l'intervention du parasitoïde). Au Togo et au Ghana, elle a grimpé respectivement de 43% et de 157%.

Tous les acteurs de la chaîne ont ainsi retrouvé le sourire et vu leurs revenus s'étoffer. La population se régale. Et l'environnement peut à nouveau respirer. Pour le préserver, la coopération suisse sensibilise les producteurs aux dangers liés à l'utilisation de pesticides sur les ondes des radios rurales et à travers des ateliers. Au niveau universitaire, dix-neuf formations contribuent à la pérennité du projet. ■

Une autre menace

Aujourd'hui, la chenille légionnaire d'automne, originaire des Amériques, ravage les champs de maïs en Afrique. Elle constitue une « menace majeure pour le commerce agricole mondial », selon une étude du Centre international pour l'agriculture et les biosciences, organisation à but non lucratif soutenue par la DDC. Cette larve dévore principalement le maïs, mais peut manger « plus de 100 espèces de plantes différentes » comme le riz, le sorgho, la canne à sucre, la betterave, l'arachide, le soja, le millet ou encore la pomme de terre, précise l'étude. « Il est évident qu'elle se propagera sur l'ensemble du continent et mettra en danger l'agriculture du pourtour méditerranéen, voire à terme celle de l'Asie », indique Georg Goergen, entomologiste à l'Institut international d'agriculture tropicale. La lutte biologique et l'emploi de virus spécifiques sont des pistes explorées pour combattre le fléau.

L'efficacité hydrique pour combattre la pauvreté

L'eau est un bien toujours plus précieux, en particulier dans l'agriculture. En Asie centrale et du Sud, la DDC soutient des projets qui visent une utilisation plus efficace de l'eau dans les rizières et les cultures de coton. Les familles de petits paysans peuvent ainsi compter sur un revenu stable.



Helvetas (2)



De nouvelles techniques de production dans la province pakistanaise du Punjab : alors qu'un tracteur sème le riz sur le sol encore sec, un agriculteur compte le nombre de plants par mètre carré.

Trois plates-formes pour le développement durable

La Sustainable Rice Platform est une alliance mondiale qui a pour objectif de promouvoir l'utilisation efficace des ressources et la durabilité dans la chaîne d'approvisionnement mondiale du riz. Elle regroupe des ONG, ainsi que des partenaires du secteur public et privé. On y trouve, par exemple, Nestlé, Mars, Syngenta, le WWF ou Fairtrade International. La Better Cotton Initiative est un organisme à but non lucratif qui entend réduire l'utilisation d'eau, de pesticides ou d'engrais chimiques. Fondée en 2005, elle compte plus de 1000 membres en provenance de 48 pays différents. Le WWF, Oxfam, IKEA et H&M notamment en font partie. L'Alliance for Water Stewardship est une ONG créée en 2008. Elle a fixé un standard international et des indicateurs visant à améliorer la durabilité sociale, environnementale et financière de l'utilisation de l'eau douce.

(lb) Les enfants rentrent affamés de l'école. À la maison, dans le Seeland bernois, ils sont accueillis par un agréable parfum oriental. Leur papa a préparé des légumes au curry accompagnés de riz basmati : un met qu'ils apprécient tout particulièrement et qui fait également le bonheur de milliers d'agriculteurs indiens à plus de 7000 kilomètres de là.

Le riz est arrivé sur leur table grâce à un projet d'Helvetas, soutenu par la DDC et Coop. Le grand distributeur achète et revend en Suisse le riz bio et écosolidaire cultivé par 4500 familles de petits paysans indiens. « C'est uniquement en collaborant avec le secteur privé qu'il est possible d'assurer aux paysans l'accès au marché et de leur garantir un revenu stable », explique Felix Fellmann, de la Division Programme global Sécurité alimentaire de la DDC. C'est ce qui s'appelle un partenariat public-privé.

Réduire le gaspillage d'eau

Helvetas a lancé, en 2015, des initiatives similaires au Kirghizstan, au Tadjikistan et au Pakistan. Le but est d'améliorer l'utilisation et la productivité de l'eau dans les cultures de riz et de coton, sur la base des principes des trois plates-formes pour le développement durable : le Water and Productivity Project (WAPRO). En Asie du Sud, près de 70% de l'eau est utilisée pour irriguer les champs. Au centre du continent, cette proportion varie

même entre 85 et 97%. « C'est l'agriculture qui déterminera si, en 2050, l'humanité disposera de suffisamment d'eau pour assurer la sécurité alimentaire », affirme Stefanie Kägi, coresponsable de WAPRO.

Les projets sont financés par la DDC et le secteur privé. Ils reposent sur trois piliers : la formation des paysans pour soutenir une agriculture écologique et réduire l'utilisation d'eau grâce à une irrigation plus efficace ; la sensibilisation des grandes entreprises internationales afin qu'elles favorisent, au travers d'incitations économiques, la production durable des petits paysans ; la collaboration avec les autorités, le secteur privé et la société civile pour la promotion d'une politique de l'eau plus efficace.

Nouvelles méthodes d'irrigation

Dans les rizières de la province pakistanaise du Punjab, Tehmina, 35 ans, et ses deux filles sont penchées douze heures par jour sous le soleil brûlant du mois de juillet pour planter des pousses de riz. « Il existe des méthodes plus efficaces pour cultiver cette céréale, réduisant l'impact environnemental et humain », indique Jens Soth, coresponsable du projet d'Helvetas.

En 2016, près de 45 000 agriculteurs – dont 10% étaient des femmes – ont suivi une formation sur les méthodes de culture modernes qui améliorent la productivité de l'eau, soit la production de riz et de coton par mètre cube d'eau utilisée. « Avant



HELVETIAS

Cet agriculteur kirghize ajuste le volume d'eau pour son champ de coton. Une irrigation plus efficace lui garantit un revenu stable.

de niveler le sol avec un outil laser, j'avais besoin de quatre heures pour irriguer mes champs. Maintenant, il m'en faut deux et demie seulement», raconte Saeed, un agriculteur du Punjab. «Nous ne repiquons plus le riz. Nous le semons directement dans le champ», explique Abdul Shakoor, un autre paysan indien. «En plus de réduire les coûts et d'augmenter la productivité, cette méthode ne m'oblige pas à travailler durant des heures avec les pieds dans l'eau.»

La transmission des connaissances ne suffit, toutefois, pas à impliquer un nombre élevé d'agriculteurs. «Une incitation est nécessaire afin que les nouvelles pratiques de culture soient appliquées à une large échelle», affirme Felix Fellmann. C'est ici qu'intervient le secteur privé. Les cultivateurs de coton ou de riz sont encouragés à adopter les nouvelles méthodes de production biologique et d'irrigation grâce à une subvention directe. Une plus faible utilisation d'eau ou de pesticides réduit, en outre, les coûts et accroît les recettes des paysans. Dans les champs expérimentaux du Kirghizstan, par exemple, les revenus des familles ont crû de 30% par rapport à la culture du coton conventionnel.

L'eau, un instrument de coopération

En Inde et au Kirghizstan, l'accès au marché s'effectue via les coopératives agricoles. Ce sont elles qui reçoivent les primes pour la production éco-

solidaire. Ces dernières sont utilisées pour restaurer les canaux d'irrigation ou acheter de nouvelles machines. Les paysans connaissent désormais leurs revenus annuels, ce qui leur confère une certaine sécurité. «Les familles en tirent de nombreux avantages», souligne Felix Fellmann. «En soutenant ce projet, la DDC combat la pauvreté, facilite l'accès à l'éducation ainsi qu'aux soins et favorise la protection de l'environnement.» Mais pas seulement. La coopération helvétique lutte également contre les conflits. Elle encourage la paix et la stabilité politique, comme le prévoit l'Objectif 16 de l'Agenda 2030 pour le développement durable.

Le dernier pilier du projet WAPRO concerne la gouvernance de l'eau. À l'avenir, l'or bleu se substituera au pétrole en tant que principal enjeu géopolitique mondial. Par le passé, les litiges relatifs à la gestion des ressources hydriques ont, par exemple, généré de graves tensions entre le Kirghizstan et le Tadjikistan. Forte de sa culture du dialogue et du compromis, la Suisse contribue à réduire les conflits. Elle promeut l'eau comme instrument de coopération et non de confrontation. ■

(De l'italien)

Collaboration avec le secteur privé

La DDC ne parviendra à atteindre les Objectifs de développement durable de l'Agenda 2030 qu'avec la participation active de l'ensemble des acteurs – qu'ils soient privés ou publics. Pour cette raison, elle développe de manière ciblée les partenariats public-privé et cherche des collaborations stratégiques avec les entreprises, les entrepreneurs sociaux, les investisseurs à vocation sociale et les donateurs. La coopération suisse encourage le dialogue avec le secteur privé sur les questions liées au développement durable. Elle travaille également avec des acteurs privés pour améliorer l'efficacité de ses projets. Ces alliances lui permettent d'accéder à de nouvelles connaissances, de favoriser l'innovation et de mobiliser de nouvelles ressources financières.

DDC interne

Famine en Afrique et au Yémen: aide accrue

(ung) Depuis le début de l'année, la famine menace quelque 20 millions de personnes au Nigéria, en Somalie, au Soudan du Sud et au Yémen. Déjà active dans ces quatre pays, la DDC a débloqué 15 millions de francs supplémentaires pour y renforcer son engagement humanitaire. Depuis des années, elle soutient des projets sur place pour lutter contre l'insécurité alimentaire, améliorer les moyens de subsistance ainsi que l'accès à l'eau et protéger les civils. Le budget total de l'assistance suisse dans ces quatre États se monte désormais à 63 millions de francs cette année.

Durée du projet: 2017

Volume: 15 millions de CHF

Plus de 50 nouvelles écoles au Myanmar

(ung) Le sud-est du Myanmar est, depuis plusieurs décennies, affecté par les violences entre forces gouvernementales et groupes armés ethniques. Depuis 2010, l'Aide humanitaire de la DDC y a construit plus de 50 écoles ainsi que 17 unités de santé. Elle a également réhabilité 80 autres infrastructures, notamment des puits et des ponts, avec la participation des communautés rurales.

Durée du projet: 2010-2017

Volume: 12 millions de CHF

Doper l'agriculture palestinienne

(bm) Le secteur agricole constitue l'un des piliers clés de l'économie palestinienne. Son potentiel de croissance est important, mais reste insuffisamment exploité. En collaboration avec le ministère de l'agriculture, la DDC développe le domaine agroalimentaire dans la perspective d'une croissance économique durable, profitant au bien-être de la population. La coopération suisse entend accroître les revenus et la productivité agricoles, en améliorant l'accès aux marchés ainsi que la compétitivité des entreprises. Elle aidera également les coopératives de femmes à identifier les marchés de niche et les atouts qu'ils présentent.

Durée du projet: 2017-2021

Volume: 3 millions CHF

Honduras: l'eau, un élément fédérateur

(bm) En plus d'être aride, très pauvre et vulnérable, la région du golfe de Fonseca, au sud du Honduras, est dotée de structures étatiques encore faibles. Destinée à la consommation quotidienne et nécessaire à la production agricole locale ou agro-industrielle,



DDC

l'eau y constitue un élément fédérateur. Sur ce thème, la DDC compte rassembler autour d'une même table les acteurs étatiques et privés, les petits agriculteurs, les représentants des communes ainsi que les grands entrepreneurs. L'objectif est d'améliorer la qualité et la pérennité de l'approvisionnement en eau, tout en renforçant les structures communales. Parallèlement, la coopération suisse mène un processus de négociation et de dialogue sur le terrain afin de prévenir les conflits.

Durée du projet: 2017-2021

Volume: 8 millions CHF

Croatie: encouragement à l'innovation

(gur) La Croatie fait face à un taux de chômage élevé (12,8%), nettement supérieur à la moyenne de l'Union européenne (8,2%). Pour endiguer le phénomène, la DDC, en collaboration avec le Secrétariat d'État à la formation, à la recherche et à l'innovation, fournit un appui aux PME du pays, importantes créatrices d'emploi. Elle participe au programme «Eurostars», qui vise à encourager l'innovation et à consolider la compétitivité du secteur privé. Cette initiative soutient les PME européennes qui réalisent de forts investissements en recherche et déve-

loppement. De par sa participation financière et son expertise, la Suisse contribue à la concrétisation de projets de haute volée. Ce coup de pouce devrait rendre la Croatie plus attrayante pour les investisseurs.

Durée du projet: 2017-2022

Volume: 8 millions CHF

Kirghizistan: démocratie mieux soutenue

(cek) Après une longue période de turbulences politiques, le Kirghizistan a approuvé, en 2010, une nouvelle Constitution, établissant la première démocratie parlementaire d'Asie centrale. La mise en place d'un nouveau système politique comporte des défis de taille. La DDC et le Programme des Nations Unies pour le développement soutiennent le pays dans cette voie. Tous deux s'attachent à renforcer les institutions démocratiques et à associer les citoyens aux processus politiques pour leur donner les moyens de mieux défendre leurs intérêts. Une amélioration du contrôle des activités gouvernementales par le Parlement devra permettre de garantir des services publics efficaces pour tous.

Durée du projet: 2017-2021

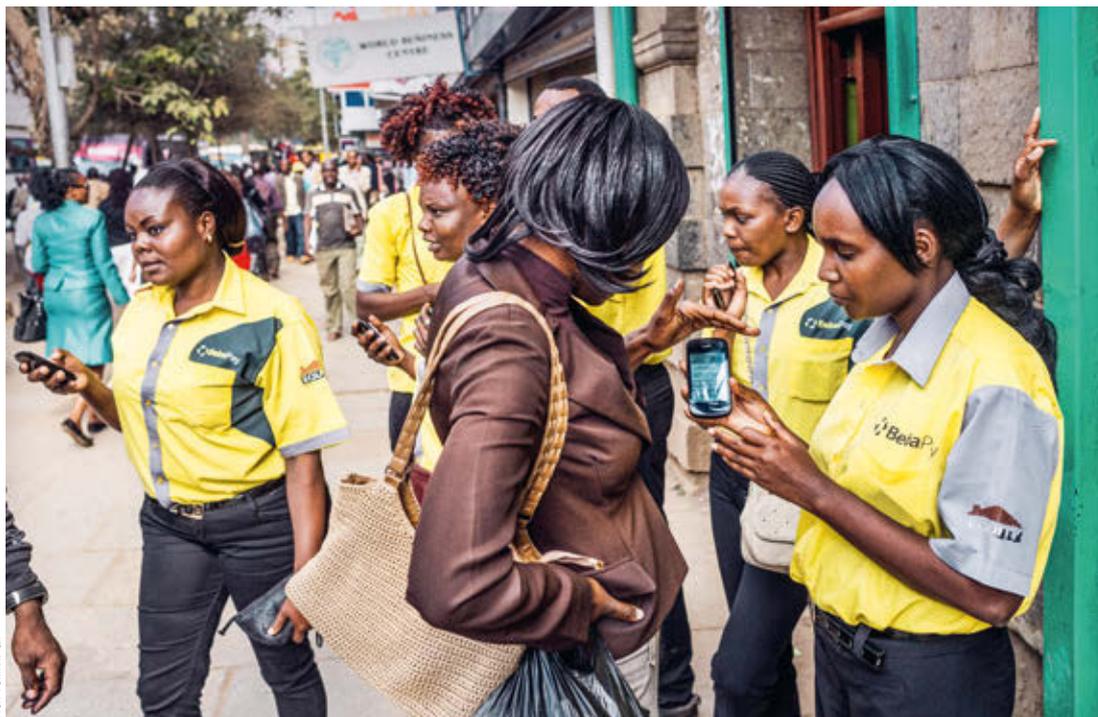
Volume: 3,8 millions CHF



Aung Htay Hlaing

L'industrie 4.0, une chance pour les pays défavorisés ?

Les plates-formes numériques, les capteurs et les robots de la 4^e révolution industrielle façonnent un monde nouveau, dont les contours restent abstraits. Que deviendront les pays en développement face à cette transition ? Suivront-ils le mouvement ou perdront-ils du terrain ? De Jens Lundsgaard-Hansen.



Sven Torfinn/laif

À Nairobi, capitale du Kenya, des dizaines de milliers de passagers consultent, chaque jour, les horaires des transports publics et achètent leur billet sur leur smartphone.

« L'évolution technologique la plus rapide de l'histoire de l'humanité » : tels sont les termes employés par une étude conjointe de l'Université Columbia et d'Ericsson pour qualifier le boom d'Internet, de l'informatique, des smartphones, des réseaux sociaux et des imprimantes 3D. Le numérique ne cesse, en effet, de progresser : la 4^e révolution industrielle (ou « industrie 4.0 ») est en marche et annonce un monde nouveau.

Peu s'attendent à un avenir meilleur. Camille Zimmermann, directeur et futurologue chez Trendone, évoque une peur du changement face aux progrès technologiques en Suisse, bien que celle-ci occupe une place de choix dans le domaine. « Innovante, la Suisse est une société du savoir. La tendance à la délocalisation diminuera, car l'industrie 4.0 ne repose pas sur une main-d'œuvre bon marché, mais sur des connaissances existantes ici. » La 4^e révolution industrielle offrira-t-elle un nouveau souffle à l'économie helvétique ? Nul ne saurait l'affirmer.

L'accès à Internet: une priorité

Qu'en est-il des pays en développement ? Sauront-ils prendre le train en marche et rattraper leur retard ? Ou perdront-ils encore du terrain ? Selon Andrina Beuggert, jeune experte suisse du développement et de l'innovation, « les systèmes de paiement électronique et les conseils en matière de santé et d'agriculture prodigués via les téléphones portables offrent de nouvelles chances aux habitants des zones rurales en Afrique ».

Dans les pays en développement, les gens ont davantage accès aux téléphones mobiles qu'à l'électricité et à l'eau potable. La fracture numérique demeure néanmoins profonde, d'après les experts. Selon le rapport 2016 de la Banque mondiale sur le développement, les « dividendes du numérique » sont inégalement répartis. Les technologies de l'information et de la communication (TIC) constituent l'un des principaux instruments pour réaliser les objectifs de l'Agenda 2030 de l'ONU. Tout être humain devrait donc bénéficier d'un

Les révolutions industrielles

Le développement de l'industrie compte quatre phases, qui ont fortement accéléré l'essor économique.

1^{re} révolution (vers 1800) : mécanisation du travail grâce à la force hydraulique et à la vapeur, métiers à tisser mécaniques.

2^e révolution (vers 1900) : automatisation et avènement de l'électricité, premières chaînes de production.

3^e révolution (vers 1970) : large utilisation de l'électronique, de l'informatique et des ordinateurs.

4^e révolution (aujourd'hui) : le numérique. Individus et machines sont interconnectés. Des capteurs communiquent par Internet. De nouveaux services et processus de production (robots, imprimantes 3D) émergent. Le réseau à haut débit est fiable (3G et 4G, 5G en préparation) et conditionne l'accès à Internet via les smartphones – un élément crucial pour les pays en développement.



Fernando Moleres/laif

L'Inde sera l'un des leaders mondiaux de la révolution numérique. Sa stratégie «Digital India» vise en particulier les populations défavorisées.

accès à Internet à haut débit. Quelque 4 milliards de personnes l'attendent.

Saut technologique

De nombreux pays en développement qui n'ont pas connu les révolutions industrielles précédentes souhaitent entrer directement dans la quatrième. Via son programme «Vision 2020», le Rwanda s'est fixé pour objectif de «transformer une société agraire en une société de l'information et de la connaissance». Le petit État africain mise, avec un certain succès, sur Internet, les ordinateurs à l'école et les dossiers médicaux électroniques. Elvis Melia, expert à l'Institut allemand de politique du développement, confirme: «Sautant souvent l'étape de technologies plus anciennes, les pays en développement adoptent directement les plus récentes.»

L'Inde progresse aussi à marche forcée vers la digitalisation. «Elle jouera un rôle de leader mondial dans la révolution numérique», relève Thomas Schneider, ambassadeur et vice-directeur de l'Office fédéral de la communication, qui représente la Suisse au sein d'organisations telles que l'Union internationale des télécommunications. Et de poursuivre: «La stratégie «Digital India» vise en particulier les plus démunis. Internet doit permettre à tous les citoyens de régler leurs affaires administratives en ligne, mais aussi promouvoir l'égalité et démanteler les barrières physiques.» Pour faciliter l'accès à tous, le réseau doit propo-

ser des services en langue locale. Les conclusions du Forum économique mondial (WEF) sur l'Afrique 2016 sont claires également: si ce continent ne peut certes pas se lancer dans les nouvelles technologies avec autant de moyens que d'autres, il doit néanmoins se résoudre à investir rapidement dans son avenir numérique.

D'innombrables obstacles

Les pays en développement sont-ils donc sur la bonne voie pour améliorer leur position face aux pays émergents et industrialisés? Malgré des signes encourageants, de nombreux spécialistes restent sceptiques. Ils évoquent notamment la fragilité des bases «analogiques» pour un passage au numérique à large échelle: l'accès à l'électricité et aux infrastructures, la stabilité politique et la participation sociale sont souvent insuffisants. Comme beaucoup l'ont souligné lors du WEF consacré à l'Afrique, il faudra des décennies pour rattraper ce retard.

Camille Zimmermann, de Trendone, replace les facteurs «connaissance» et «travail» au premier plan: «En matière d'industrie 4.0, la question est de savoir qui saura le mieux cumuler les avantages comparatifs, qui vont de la mise en réseau à la stabilité politique en passant par le savoir. Là aussi, les États industrialisés sont privilégiés. Les pays en développement risquent de perdre l'atout dont ils bénéficiaient jusqu'ici: le travail bon marché.» En d'autres termes, l'évolution technologique doit

Rencontre à Genève

Depuis sa création par le Sommet mondial sur la société de l'information, qui s'est tenu en 2003 et en 2005, le Forum sur la gouvernance de l'Internet (IGF) est devenu l'une des principales plates-formes de dialogue international. Il réunit, chaque année, jusqu'à 3000 spécialistes issus des services publics, de l'économie, des milieux scientifiques et de la communauté technologique. Les experts évaluent notamment les chances et les risques des nouvelles applications numériques, la protection des droits humains dans un monde digitalisé, ainsi que les moyens de mettre les TIC au service du développement durable. Cette année, c'est la Suisse qui accueillera l'IGF. L'événement aura lieu du 18 au 21 décembre, au siège de l'ONU à Genève. La participation est ouverte à tous.



Dans sa « Vision 2020 », le Rwanda s'est fixé pour objectif de transformer une société agraire en une société de l'information et de la connaissance.

s'accompagner d'un renforcement des connaissances.

Quels emplois à l'avenir ?

Savoir, travail et numérisation : cette triade suscite moult débats dans le monde entier. Le numérique et l'automatisation créeront de nouveaux emplois hautement qualifiés, en maintiendront quelques-uns peu qualifiés, mais en détruiront beaucoup dans le segment intermédiaire. Comment l'Afrique peut-elle faire le lien entre le numérique qui supprime des postes dans le segment médian et un monde qui a urgemment besoin d'emplois pour des personnes sans diplôme ?

Selon les experts, de nouvelles chances s'offrent à l'Afrique : les formations s'étendant sur plusieurs années pourront à l'avenir être remplacées par l'apprentissage des outils informatiques. Les jeunes accéderont ainsi en quelques mois au monde du travail, qui sera d'ailleurs en constante évolution. Elvis Melia abonde dans le même sens : « Le numérique rendra inutiles bon nombre des compétences acquises au cours des formations professionnelles actuelles. » Il accroîtra la prospérité, créera des emplois en ligne (travail rédactionnel ou activités dans la recherche, la culture et le divertissement), ainsi que dans des domaines qui n'existent pas à l'heure actuelle, indique le spécialiste.

Dans son rapport 2016 sur l'économie, la Banque mondiale va jusqu'à avancer que plus de la moi-

tié des élèves actuels exerceront un métier que nous ne connaissons pas encore.

Renforcer les connaissances et le savoir-faire

Quelles conclusions tirer face à tant d'incertitudes ? Deux évidences s'imposent. D'une part, les technologies de l'information et de la communication jouent un rôle crucial, même pour les pays en développement. Avec l'appui d'entreprises privées et des pays riches, leurs gouvernements doivent déployer le réseau à haut débit et proposer des services en langue locale. D'autre part, le numérique ne portera que peu de fruits sans structures « analogiques ».

La coopération au développement traditionnelle a de tout temps tenté de renforcer ces capacités. L'amélioration des connaissances et du savoir-faire demeure fondamentale, que ce soit dans la formation de base, les disciplines « MINT » (mathématiques, informatique, sciences naturelles et technique), les sciences humaines ou le secteur créatif. Une certitude : les grandes inconnues et les énormes défis de l'industrie 4.0 n'épargneront personne - ni les États industrialisés ni les pays en développement. ■

(De l'allemand)

Étroite collaboration entre l'OFCOM et la DDC

À la Confédération, la responsabilité technique d'Internet et de la gouvernance numérique relève de l'Office fédéral de la communication (OFCOM). Celui-ci participe à divers organisations et mécanismes internationaux (UIT, ICANN, Unesco, etc.) qui traitent de différents aspects de la société et de l'économie numériques : infrastructure, contenus, réglementation, législation et droits humains. À la DDC, c'est Steve Tharakan qui est responsable de la thématique « numérique et développement ». La coopération suisse et l'OFCOM ont renforcé leur collaboration, alors qu'Internet et les nouvelles technologies jouent un rôle toujours plus important dans de nombreux projets d'aide au développement. Les satellites et les bases de données électroniques permettent, par exemple, d'améliorer la production de riz dans plusieurs pays d'Asie du Sud.

Que faire pour les jeunes au Maroc ?

L'un de mes meilleurs amis marocains, par ailleurs universitaire chevronné, m'a dit un jour ceci : « Des gens comme nous, supposés faire partie de l'élite, n'ont pas d'intérêt immédiat à défendre une meilleure école publique, parce que leurs enfants sont scolarisés dans des établissements privés ou de missions étrangères. » Mon ami parlait d'une conception libérale de la justice, à savoir que, si le sentiment d'injustice n'est pas personnel, l'altruisme d'une action publique ne servira qu'à se donner bonne conscience et non pas à changer la donne.

Un autre ami, indien, ayant une stature intellectuelle similaire et vivant aux États-Unis, m'a confié plus tard que notre grand problème, dans notre volonté de réformer nos sociétés et de les rendre plus vivables pour les jeunes, provenait de notre incapacité à penser la solidarité autrement que dans un cadre libéral, centré sur soi. Selon lui, il convient de penser à partir de l'autre, non pas pour rétablir un communisme suranné, mais

pour partager les espaces de socialisation. Je viens d'achever, avec des équipes universitaires du sud de la Méditerranée, un travail de recherche mené sur les attitudes, les aptitudes, les attentes et les actions des jeunes. Les données sur le Maroc sont à la fois alarmantes et rassurantes. Quelque 70% des jeunes qui travaillent n'ont pas de contrat. Ils savent donc se débrouiller. Tous ne s'en sortent, néanmoins, pas. Les structures de formation, de régulation et d'accompagnement, censées leur faciliter l'ascension sociale, sont en grande partie inopérantes ou inadaptées. Je me suis alors demandé, à la lecture de ce qui ressort de trois années d'enquêtes, d'entretiens et de groupes de réflexion, ce que tout cela signifiait pour moi qui suis professeur. Étais-je scandalisé, légèrement rassuré, indifférent ?

Quelque temps plus tard, est paru, après moult atermoiements, le rapport du Conseil supérieur de l'enseignement qui

ne faisait que confirmer une multitude de dysfonctionnements au sein de l'école marocaine : décrochage précoce, hypertrophie des programmes non formels sans résultats tangibles, manque de vision et centralisation excessive de la gouvernance. Ce constat accablant n'est ni nouveau ni surprenant. Pire, il ne suscite pas de plan d'action dans l'immédiat.

C'est à ce moment là que m'est revenue l'image des lauréats de l'Institut des hautes études de management, à Rabat, où j'enseigne. Les nouveaux diplômés étaient ravis, heureux de rentrer de plain-pied dans le monde du travail. Pourtant, rares étaient les profils attirés par l'entrepreneuriat. Je me suis rendu compte que j'observais le désarroi autour de moi, mais vivais au jour le jour, dans un îlot d'exception qui permet à l'élite de perdurer. J'ai réalisé à quel point la voie des études menant vers l'accomplissement de soi était encore marginale, peu valorisée et faiblement partagée dans l'espace public. À quel

point l'informalité était grande. Et à quel point nous étions encore loin de la société du savoir.

Que faire alors ? Entre les deux attitudes de mes amis, j'ai compris qu'il fallait inventer une troisième voie : celle de chercheurs-citoyens qui enclenchent des dynamiques sociétales dans plusieurs foyers dormants. Il ne s'agit pas seulement de connaître, mais de transmettre. Non seulement appréhender les difficultés, mais les affronter en favorisant les échanges, les partages d'expériences et les transformations par l'exemple. Sans cela, nous resterons ballottés entre le confort libéral du savoir et la gêne éthique de l'injustice. ■



Driss Ksikes, né en 1968 à Casablanca, est écrivain et journaliste. Ancien rédacteur en chef du magazine *TelQuel* (2001-2006), il est actuellement professeur à l'Institut des hautes études de management, à Rabat. Il dirige le centre de recherche pluridisciplinaire de cet établissement et sa revue *Economia*. Driss Ksikes réalise des projets dans le domaine des médias et de la culture, en partenariat avec plusieurs laboratoires du Maghreb et de la Méditerranée. Il anime, en outre, des ateliers d'écriture et collabore avec plusieurs publications culturelles. Dramaturge, il est également auteur de quelques récits et essais.



Robert Harding Productions/robertharding/afaf

Nobunuki Arai (2)

Danser pour exorciser l'horreur des mariages forcés

Au travers de subtiles mouvements, un ballet dépeint la cruauté des unions forcées sous le régime des Khmers rouges au Cambodge. Ce projet artistique, soutenu par la DDC, participe à la mémoire collective. Il entend aider les victimes, longtemps ostracisées, à panser leurs plaies. De Zélie Schaller.



Phka sla signifie fleurs d'aréquier en khmer. Dans les mariages cambodgiens, elles symbolisent la vie après la chute des pétales. Elles ont donné leur nom à un ballet, qui s'est tenu en début d'année à Phnom Penh, la capitale du Cambodge, avec l'appui de la DDC. L'œuvre rend hommage aux couples unis de force sous la dictature des Khmers rouges. Elle vise à partager l'histoire des victimes, au plus près de la vérité, mais également à leur fournir réparation. La musique, qui mêle mélodies traditionnelles et chants patriotiques, plonge les spectateurs dans un contexte historique et émotionnel douloureux. La couleur noire que portent les danseurs renforce, de plus, la violence et la peur qui ont mar-

qué cette période. Elle fait référence aux costumes traditionnels des cadres khmers rouges.

Arrachées et mariées

«Pourquoi un homme ne voudrait-il pas une femme?», demande l'un des narrateurs. Avant de pouvoir méditer sur la question, le public est aussitôt transporté quarante ans en arrière. Les danseuses travaillent sous la surveillance de gardiens hostiles. L'une après l'autre, elles sont arrachées à leurs tâches et mariées, dans des mouvements à la fois tempétueux et gracieux. Certaines se meuvent en harmonie, d'autres se débattent. La scène représente les différentes expériences vécues à l'époque. Le regard hagard, une

Cambodgienne témoigne : «J'ai été forcée à marier un homme que je n'avais jamais vu. J'avais quinze ans. J'étais contre les règles du Parti. Celui-ci voulait

donc me tuer.» Et un survivant d'ajouter tristement : «Les femmes ont exprimé leur colère face au mariage forcé. Mais, en fait, c'est arrivé à beaucoup d'hommes également.»

Des vies détruites

Pour mémoire, de 1975 à 1979, entre 200 000 et 300 000 mariages forcés ont été organisés au nom d'une politique qui avait pour but de détruire les «sentiments individuels» et d'accroître la population. Hommes et femmes ne se sont pas choisis. La plupart du temps, ils ne se connaissaient pas. Leur union s'effectuait de manière collective, sans présence des familles. Les «époux» étaient contraints de promettre allégeance à leur partenaire désigné, mais aussi au régime. Ils devaient également jurer d'avoir des enfants. Quelque 500 000 personnes ont ainsi vu leur vie brisée. Le ballet raconte l'histoire de trois couples : deux d'entre eux



CULTURE



Nobuyuki Arai (3)

ont traversé des unions tragiques, le troisième a connu un destin heureux. Les témoignages de victimes recueillis par Theresa de Langis, spécialiste de la violence liée au genre, ont inspiré le drame mis en scène par Sophiline Cheam Shapiro.

La chorégraphe cambodgienne, elle-même survivante des Khmers rouges, travaille de longue date sur les thèmes de la justice sociale et de l'égalité. Pour cette œuvre-ci, l'une des difficultés résidait dans la forme, explique-t-elle : « Très élégante, la danse cambodgienne classique raconte la légende des dieux et des rois, alors que *Phka Sla* expose de vraies histoires. Trouver un équilibre entre une interprétation artistique et de véritables témoignages s'est révélé complexe. » Une ambition réussie pour aider à soulager les souffrances et à réconcilier les générations. « L'art a cette capacité unique de susciter une discussion sans confrontation. La société peut parfois se révéler cruelle envers les personnes faibles et lésées. Nous pouvons

la rendre bienveillante et plus juste en développant l'empathie », relève Sophiline Cheam Shapiro. « Nous avons écrit un ballet classique contemporain pour que le public reconnaisse le mariage forcé comme un crime des Khmers rouges. Cette

production est très importante pour transmettre la tristesse des aînés aux plus jeunes. » La mère d'une collègue a, enfin, pu exprimer sa peine grâce aux récits mis en scène, dans lesquels elle s'est reconnue, illustre la chorégraphe.

Aide psychologique

Les « noces rouges » ont provoqué de profonds traumatismes. Le sujet est demeuré tabou jusqu'il y a peu. Un sentiment de honte inhibait les femmes, car la pratique s'accompagnait souvent de viols, commis soit par les conjoints, soit par les cadres khmers rouges lorsqu'elles refusaient de consommer le mariage. Pour exorciser ces atrocités, le projet *Phka Sla* s'est poursuivi au-delà de la scène. L'ONG Transcultural Psycho-social Organization a apporté un soutien psychologique aux survivants pour les « aider à se libérer des mauvais souvenirs et à vaincre les traumatismes », indique son directeur Sotheara Chhim. Elle a animé des discussions après les représentations, ainsi que des ateliers.

Afin de prolonger le dialogue communautaire, l'association Kdei Karuna a, pour sa part, élaboré avec des survivants et des adolescents une exposition multimédia itinérante, qui traite de la violence basée sur le genre. « Aborder celle-ci et pro-





mouvoir le dialogue intergénérationnel s'avère crucial pour surmonter le passé. Il est important de travailler avec les jeunes pour créer une culture de la justice et de la démocratie», souligne Viviane Hasselmann, chargée des programmes Santé et Gouvernance de la DDC au Cambodge.

Dans un souci de mémoire collective toujours, le centre Bophana, dédié à la mise en valeur du patrimoine audiovisuel cambodgien, a recueilli de nombreux témoignages et réalisé un film documentaire qui sera diffusé cette année sur la chaîne de télévision nationale. Sur la scène du Chaktomuk

Hall à Phnom Penh, plus de 150 survivants, parmi les nombreux spectateurs, ont déjà assisté à la pièce. « Pour certains, ce fut une expérience tellement bouleversante qu'ils ont dû sortir afin de retrouver leurs esprits. Mais la grande majorité d'entre eux étaient extrêmement enthousiastes : ils étaient très satisfaits et reconnaissants de voir leur histoire présentée de cette manière », relate Sophiline Cheam Shapiro. Après la capitale, l'aventure se poursuit dans les provinces de Battambang et de Kampot. ■

Un procès 40 ans après

Entre 1975 et 1979, les Khmers rouges ont tué 1,7 million de Cambodgiens, soit un quart de la population. Pour juger les principaux leaders de cette dictature, un tribunal a été mis sur pied avec l'ONU en 2006. Lors du premier procès, Kang Kek Ieu, ancien directeur d'un centre de torture plus connu sous le nom de « Douch », a été condamné à la prison à perpétuité en février 2012. Le deuxième procès a été divisé en deux parties. La première a été consacrée à Nuon Chea et à Khieu Samphan, les numéros deux et trois du régime, jugés coupables de crimes contre l'humanité en 2014 et condamnés à la réclusion à perpétuité. La seconde ajoute des charges, parmi lesquelles les crimes liés aux mariages forcés. Elle compte 3867 parties civiles. Le verdict doit tomber en fin d'année.

Service

Films



Trigon

Coup de foudre sur les rives de la mer Rouge

(mr) Y a-t-il pays plus improbable que l'Arabie saoudite pour y situer une comédie romantique ? Le regard que le film *Barakah Meets Barakah* porte sur un monde que nous ne connaissons guère est d'autant plus rafraîchissant. Employé à la municipalité de Djeddah, Barakah est issu d'une famille modeste et joue *Hamlet* avec une troupe d'amateurs. Belle et à l'esprit rebelle, Bibi est la fille adoptive d'un couple riche dont le mariage bat de l'aile. Avec un raffinement inouï, ces deux héros transcendent les codes de la tradition, tout en se jouant de la police religieuse. Un film pour tous ceux qui ont toujours souhaité découvrir l'Arabie saoudite et qui aiment se laisser surprendre par un ton léger, laconique et drôle. Le premier long métrage du réalisateur Mahmoud Sabbagh, distingué à la Berlinale, a déjà séduit plus de 12 000 spectateurs dans les cinémas suisses. Il est désormais disponible en DVD auprès de trigon-film. *Mahmoud Sabbagh* : « *Barakah Meets Barakah* », long métrage, Arabie saoudite, 2016 ; www.trigon-film.org

Vers un tourisme durable ?

(df) Quel est l'avenir du tourisme hivernal face au réchauffement climatique ? Le tourisme des bidonvilles est-il éthique ? Qu'en est-il des droits humains dans les parcs nationaux africains ? Qui bénéficie des missions volontaires à court terme dans les pays du Sud ?

L'écotourisme est-il une alterna-

tive au tourisme de masse ? Comment fonctionne la promotion touristique ? Voici quelques-unes des questions soulevées par les différents films du DVD *Tourisme et soutenabilité – Aspects sociaux, économiques et environnementaux du voyage*.

À l'occasion de l'Année internationale du tourisme durable, cette compilation invite à explorer les divers aspects de cette branche, dans les pays du Sud et du Nord.

« *Tourisme et soutenabilité – Aspects sociaux, économiques et environnementaux du voyage* ». Disponible sur DVD ou en location Vidéo à la Demande (VOD) ; www.education21.ch, www.filmecinewelt.ch

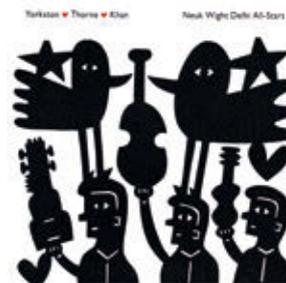


Musique

Un engagement hors du commun

(er) L'idée de créer un groupe un peu spécial est née en 2015, à Marseille. Dix musiciennes d'Afrique de l'Ouest, jeunes et reconnues, ont enregistré ensemble un CD politiquement engagé. Parmi ces femmes, mentionnons Mariam Doumbia, Angélique Kidjo, Rokia Koné et Nneka. Chantés en mandingue, en français et en anglais, leurs douze morceaux clouent au pilori la culture machiste, dénoncent la violence sexuelle et condamnent les mutilations génitales. S'écartant des sons et des rythmes africains habituels, les artistes ont conjugué divers styles (blues mandingue, pop, funk, reggae et dub-groove africain) pour tisser une toile électro moderne et homogène. Ce mélange exquis souligne les timbres caractéristiques des chanteuses. Relevons qu'une partie du produit de la vente est destiné à l'hôpital de Panzi. Situé en République démocratique du Congo, cet établissement soigne et prend en charge des milliers de femmes ayant

caïn, les accents du jazz anglais et la tradition indienne, avec ses instruments à cordes méditatifs, se mêlent pour former un jeu subtil et intense. D'autres touches musicales viennent souligner la singularité des mélodies : notes de piano, harmonieux accords de guitare, airs discrets à l'accordéon et même la sonorité grecque des cordes



d'un bouzouki. Les voix des trois musiciens, tantôt pleines, tantôt sombres, puis chaudes et claires, parfois cristallines ou légèrement fêlées, contribuent à l'esthétique sublime et sereine d'un album à écouter sans modération. Une excellente musique du monde, affranchie de toute tendance.

Yorkston/Thorne/Khan : « *Neuk Wight Delhi All Stars* » (*Domino/Inscible*)

De l'art du timbre vocal

(er) Singulier pour l'oreille occidentale, le chant diphonique mongol, appelé *khöömii*, est inscrit depuis 2010 au patrimoine culturel immatériel de l'humanité de l'Unesco. Utilisant différents styles et techniques, le chanteur module, sur un bourdon allant parfois jusqu'au râlé, une mélodie aiguë, voire flûtée. Réunissant 43 enregistrements réalisés sur le terrain et en studio, dont 28 inédits, ce double album en propose une sélection rare. Illustrant la pratique de cet art sur trois générations (de 1954 à 2016), les compositions sont chantées par des professionnels ou des amateurs, a capella ou



subi des violences sexuelles. *Divers artistes* : « *Les Amazones D'Afrique - République Amazone* » (*Real World/Indigo*)

Un nouveau genre éclectique

(er) Le style musical créé par le chanteur-compositeur James Yorkston, le bassiste Jon Thorne et le joueur de sarangi Ustad Sabri Khan est aussi insolite qu'unique. Le folklore écossais, teinté de blues country améri-

accompagnés de différentes formations. Parmi les instruments traditionnels, on reconnaît le violon à tête de cheval, le luth à long manche, le yatga (cithare) ou la guimbarde. Le *khöömii* fascine, arborant des sonorités rurales, urbaines et même ethno-rock. Véritable chef-d'œuvre, le disque comprend un livret de 47 pages, agréable à lire et fort bien documenté (en français, anglais et mongol). *Divers artistes* : « Une Anthologie du *Khöömii mongol* » (Buda Musique)

D'Alep à la Bretagne

(zs) Joude Jassouma est Syrien. Comme des milliers de ses compatriotes, il décide de fuir Alep au printemps 2015, alors que sa ville sombre dans le chaos. Dans un livre, le jeune professeur de français raconte son histoire, « l'itinéraire d'un réfugié ordinaire ». Des mots simples pour décrire son enfance pauvre, mais heureuse. Ce sont les études qui le passionnent, en particulier la littérature française. Mais la guerre rattrapera cet amoureux de Flaubert et d'Éluard. Sa maison est bombardée quatre fois de suite. Même s'il aime sa ville et souhaite y rester, il se résout à l'exil vers l'Europe avec sa femme Aya et leur petite fille Zaine. Des rives du Levant aux côtes bretonnes, en passant par Istanbul et les camps de réfugiés de l'île grecque de Leros, le



voyage sera long et périlleux. Au péril de sa vie, la famille traverse la mer Égée à bord d'un canot en plastique. Une odyssée bouleversante dans l'espoir d'un avenir meilleur. *Joude Jassouma (avec Laurence de Cambronne)* : « Je viens d'Alep », Allary Éditions, Paris, 2017

Comptines sans frontières

(bf) Chaque culture a ses comptines. C'est la première forme de littérature à la portée des enfants. Chez les migrants, ces rimes amusantes se perdent souvent dans l'oubli, car les familles doivent relever nombre de nouveaux défis. Spécialiste de la pédagogie interculturelle, la Zurichoise Silvia Hüslér publie, depuis de nombreuses années, des comptines et des chansons dans les langues les plus variées. Son recueil *Kinderverse in über 50 Sprachen* offre donc aussi un moyen de lutter contre le déracinement linguistique. Le CD au format MP3 permet d'écou-

ter toutes les comptines et les chansons dans leur langue d'origine. Illustré par l'auteur, l'ouvrage réunit la plupart des idiomes parlés par les réfugiés venus en Europe : arabe, kurde, pachtou, farsi, tigrina (Érythrée). S'il s'adresse aux enfants, il est aussi destiné aux parents et aux enseignants.

Silvia Hüslér : « *Kinderverse in über 50 Sprache* », Lambertus Verlag, Fribourg, 2017

Des spécialistes du DFAE viennent à vous

Divers Souhaitez-vous obtenir des informations de première main sur la politique étrangère ? Des spécialistes du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) sont à la disposition des écoles, des associations et des institutions pour présenter des exposés et animer des débats sur divers sujets de la politique étrangère. Le service de conférences est gratuit. Il n'est toutefois disponible qu'en Suisse et trente personnes au moins doivent prendre part à la manifestation. *Informations* : Service de conférences du DFAE, Information DFAE, Palais fédéral Ouest, 3003 Berne ; tél. 058 462 31 53 ; courriel : vortragsservice@eda.admin.ch

Coup de cœur



Au-delà des stéréotypes

Le photographe tessinois Reto Albertalli livre des images intimes sortant de l'évidence.

Lors de mon premier voyage en Palestine, j'ai accumulé tous les clichés : les chars blindés, les fils de fer barbelé, le mur. Je suis rentré avec un énorme sentiment de frustration. Mes images racontaient des histoires déjà connues. J'ai, par la suite, passé trois mois dans le camp de réfugiés de Jénine, en tant que professeur de photographie. Je me suis laissé imprégner par la vie du lieu. Cette expérience m'a ouvert les yeux sur une réalité intime, éloignée des stéréotypes. Mes photographies furent le résultat d'une expérience partagée, faite de regards, de petits gestes, de difficultés et de peurs. L'année suivante, en Afghanistan, j'ai risqué de commettre la même erreur. Au début, mes clichés immortalisaient des sujets attendus. C'est dans une école de cirque à Kaboul que j'ai réussi à percer la surface de la réalité. Comme par miracle, plusieurs jeunes femmes afghanes sont apparues, un sujet presque tabou et non photographiable. Elles ont accepté que je tire leur portrait, brisant ainsi les barrières culturelles et sociales de leur pays. Je suis retourné à Genève avec des images d'une extraordinaire force expressive.

(Propos recueillis par Luca Beti ; de l'italien)

Impressum :

Un seul monde paraît quatre fois par année, en français, en allemand et en italien.

Éditeur :

Direction du développement et de la coopération (DDC) du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)

Comité de rédaction :

Manuel Sager (responsable)
George Farago (coordination globale)
Sylvie Dervey, Beat Felber, Barbara Hell,
Marie-Noëlle Paccolat, Özgür Ünal

Rédaction :

Beat Felber (bf – production)
Luca Beti (lb), Jens Lundsgaard-Hansen (lh),
Zélie Schaller (zs), Christian Zeier (cz),

Ernst Rieben (er)

Graphisme : Laurent Cocchi, Lausanne

Photolitho et impression :

Stämpfli SA, Berne

Reproduction :

Les articles peuvent être reproduits, avec mention de la source, à condition que la rédaction ait donné son accord. L'envoi d'un exemplaire à l'éditeur est souhaité.

Abonnements et changements d'adresse :

Le magazine peut être obtenu gratuitement (en Suisse seulement) auprès de :
Information DFAE,
Palais fédéral Ouest, 3003 Berne.
Courriel : deza@eda.admin.ch

Tél. 058 462 44 12

Fax 058 464 90 47

www.ddc.admin.ch

860215346

Imprimé sur papier blanchi sans chlore pour protéger l'environnement

Tirage total : 47 400

Couverture : Le barrage du roi Talal, en Jordanie, alimente en eau l'agriculture dans la vallée du Jourdain; Ed Kashi/Redux/laif.

ISSN 1661-1675

« La nécessité de l'eau, en tant que ressource, est connue depuis longtemps. En revanche, on a longtemps sous-estimé son intérêt pour la sécurité internationale. »

Sundeep Waslekar, page 11

« Si quelqu'un se décide à apprendre "notre" langue, il doit cesser de raisonner comme un touriste. »

Sandra Zlotrg, page 22

« Le numérique rendra inutiles bon nombre des compétences acquises au cours des formations professionnelles actuelles. »

Elvis Melia, page 29
